

31 décembre 2012

RAPPORT ANNUEL

COMPTES CONSOLIDES



Sommaire

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS.....	3
COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	4
PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES.....	5
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE	6
TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	7
TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	8
NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2012.....	9
Note 1 – Principes comptables.....	9
Note 2 – Evolution du périmètre.....	19
Note 3 – Chiffre d’affaires	20
Note 4 – Charges opérationnelles par nature.....	20
Note 5 – Autres produits et charges opérationnels.....	21
Note 6 – Résultat financier.....	21
Note 7 – Charge d’impôt	22
Note 8 – Résultat par action	23
Note 9 – Capitaux propres	24
Note 10 – Ecart d’acquisition et immobilisations incorporelles	31
Note 11 – Immobilisations corporelles	32
Note 12 – Tests de dépréciation d’actifs	33
Note 13 – Impôts différés	34
Note 14 – Autres actifs non courants	36
Note 15 – Clients et comptes rattachés	36
Note 16 – Autres créances courantes.....	37
Note 17 – Trésorerie nette.....	38
Note 18 – Flux de trésorerie.....	43
Note 19 – Instruments dérivés et gestion des risques de change et de taux d’intérêt.....	44
Note 20 – Provisions pour retraites et engagements assimilés	47
Note 21 – Provisions courantes et non courantes.....	51
Note 22 – Autres dettes non courantes	52
Note 23 – Dettes opérationnelles	52
Note 24 – Autres dettes courantes.....	52
Note 25 – Information sectorielle	52
Note 26 – Effectifs.....	59
Note 27 – Engagements hors bilan	59
Note 28 – Transactions avec des parties liées.....	61
Note 29 – Événements postérieurs à la clôture	61
Note 30 – Liste par pays des principales sociétés consolidées.....	62

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Cap Gemini S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1-E aux comptes consolidés expose les méthodes de comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts liés aux prestations à long terme. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Groupe et des informations fournies dans la note précitée, nous nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues.
- Le montant des écarts d'acquisition, figurant au bilan consolidé, s'élève à 3 702 millions d'euros. Les notes 1-H et 12 aux comptes consolidés exposent les principes et méthodes comptables ainsi que les modalités relatives à l'approche retenue par le Groupe pour la détermination de la valeur d'utilité de ces actifs. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent.
- Un montant d'actif d'impôts différés de 1 059 millions d'euros figure au bilan consolidé dont les modalités de détermination sont décrites dans les notes 1-K et 13 aux comptes consolidés. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons validé la cohérence d'ensemble des données et des hypothèses retenues ayant servi à l'évaluation des actifs d'impôts différés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Neuilly-sur-Seine, le 22 février 2013

Paris La Défense, le 22 février 2013

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Serge Villepelet
Associé

Edouard Sattler
Associé

Jean-Luc Decornoy
Associé

Jacques Pierre
Associé

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2010		2011		2012	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires	3	8 697	100	9 693	100	10 264	100
Coûts des services rendus		(6 631)	(76,2)	(7 425)	(76,6)	(7 884)	(76,8)
Frais commerciaux		(680)	(7,8)	(746)	(7,7)	(794)	(7,7)
Frais généraux et administratifs		(799)	(9,2)	(809)	(8,3)	(799)	(7,8)
Charges opérationnelles	4	(8 110)	(93,2)	(8 980)	(92,6)	(9 477)	(92,3)
Marge opérationnelle		587	6,8	713	7,4	787	7,7
Autres charges et produits opérationnels	5	(98)	(1,2)	(118)	(1,3)	(186)	(1,8)
Résultat d'exploitation		489	5,6	595	6,1	601	5,9
Coût de l'endettement financier net	6	(54)	(0,6)	(65)	(0,7)	(55)	(0,6)
Autres charges et produits financiers	6	(33)	(0,4)	(40)	(0,4)	(45)	(0,4)
Résultat financier		(87)	(1,0)	(105)	(1,1)	(100)	(1,0)
Charge d'impôt	7	(124)	(1,4)	(101)	(1,0)	(140)	(1,4)
Résultat des entreprises associées		-	-	-	-	(1)	-
Résultat net		278	3,2	389	4,0	360	3,5
dont :							
Part du Groupe		280	3,2	404	4,2	370	3,6
Intérêts minoritaires		(2)	-	(15)	(0,2)	(10)	(0,1)
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)							
Résultat de base par action	8		1,83		2,63		2,37
Résultat dilué par action	8		1,74		2,49		2,25

PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	2010	2011	2012
Ecarts de conversion		158	9	(44)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture, nette d'impôts		9	(41)	14
Ecarts actuariels sur les régimes de retraites à prestations définies, nets d'impôts	13-20	(101)	(224)	(59)
Autres produits et charges		1	-	(2)
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres		67	(256)	(91)
Résultat net (rappel)		278	389	360
Si ces produits et charges comptabilisés en capitaux propres avaient été comptabilisés en résultat, le résultat net aurait été de :		345	133	269
Dont : Part du Groupe		347	149	284
Intérêts minoritaires		(2)	(16)	(15)

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31 Décembre 2010	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012
Ecarts d'acquisition	10	3 201	3 768	3 702
Immobilisations incorporelles	10	169	154	192
Immobilisations corporelles	11	499	547	542
Impôts différés	13	891	1 020	1 059
Autres actifs non courants	14	115	119	98
TOTAL ACTIF NON COURANT		4 875	5 608	5 593
Clients et comptes rattachés	15	2 371	2 685	2 538
Impôts courants		40	55	70
Autres créances courantes	16	306	370	351
Actifs de gestion de trésorerie	17	71	73	75
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	2 305	2 223	2 023
TOTAL ACTIF COURANT		5 093	5 406	5 057
TOTAL ACTIF		9 968	11 014	10 650

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31 Décembre 2010	31 Décembre 2011	31 Décembre 2012
Capital social		1 246	1 246	1 294
Primes d'émission et d'apport		2 875	2 875	2 976
Réserves et report à nouveau		(87)	(269)	(147)
Résultat de l'exercice		280	404	370
Capitaux propres (part du Groupe)		4 314	4 256	4 493
Intérêts minoritaires		(7)	27	36
CAPITAUX PROPRES		4 307	4 283	4 529
Dettes financières à long terme	17	1 102	1 135	1 131
Impôts différés	13	178	183	163
Provisions pour retraites et engagements assimilés	20	804	1 099	1 185
Provisions non courantes	21	13	15	16
Autres dettes non courantes	22	279	322	219
TOTAL PASSIF NON COURANT		2 376	2 754	2 714
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	17	210	702	99
Dettes opérationnelles	23	2 305	2 340	2 335
Acomptes clients et produits constatés d'avance	15	576	661	624
Provisions courantes	21	53	48	48
Impôts courants		61	89	95
Autres dettes courantes	24	80	137	206
TOTAL PASSIF COURANT		3 285	3 977	3 407
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		9 968	11 014	10 650

TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	2010	2011	2012
Résultat net, part du Groupe		280	404	370
Intérêts minoritaires		(2)	(15)	(10)
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations	10 -11	176	188	228
Dotations aux provisions (nettes)		(2)	(33)	(39)
Plus-values/ moins-values de cession d'actifs		5	13	(14)
Charge liée aux souscriptions d'actions, aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions		16	17	15
Coût de l'endettement financier (net)	6	54	65	55
Charge d'impôt	7	124	101	140
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur et autres		(23)	3	32
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôt (A)		628	743	777
Impôt versé (B)		(52)	(104)	(120)
Variation liée aux créances clients et comptes rattachés, acomptes clients et produits constatés d'avance		(85)	(140)	96
Variation liée aux coûts capitalisés sur projets		(16)	5	9
Variation liée aux dettes fournisseurs		3	(81)	(26)
Variation liée aux autres créances et dettes		25	(74)	(27)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (C)		(73)	(290)	52
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ (D=A+B+C)		503	349	709
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10 -11	(144)	(158)	(183)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		11	3	11
		(133)	(155)	(172)
Décaissements liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie		(218)	(554)	(24)
Décaissements / encaissements liés aux cessions de sociétés et d'activités nets de leur trésorerie		1	-	(8)
Décaissements / encaissements (nets) liés aux dépôts et investissements à long terme		(13)	11	(1)
Décaissements liés aux actifs de gestion de trésorerie		(71)	(2)	(2)
Dividendes reçus des participations		1	1	1
		(300)	(544)	(34)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)		(433)	(699)	(206)
Augmentations de capital		46	-	153
Augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires		-	34	49
Dividendes versés		(122)	(154)	(154)
Décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres		(1)	(7)	(24)
Augmentation des dettes financières	17	10	817	22
Remboursements des dettes financières	17	(367)	(381)	(685)
Intérêts financiers versés	6	(32)	(53)	(66)
Intérêts financiers reçus	6	21	23	25
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)		(445)	279	(680)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (G=D+E+F)		(375)	(71)	(177)
Incidence des variations des cours des devises (H)		85	(12)	(31)
TRÉSORERIE D'OUVERTURE (I)	17	2 597	2 307	2 224
TRÉSORERIE DE CLÔTURE (G+H+I)	17	2 307	2 224	2 016

Les flux de trésorerie relatifs à l'exercice sont commentés en Note 18 – Flux de trésorerie.

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres		Capitaux propres (part du Groupe)	Intérêts minoritaires ⁽¹⁾	Total capitaux propres
						Ecart de conversion	Autres			
AU 1^{er} JANVIER 2010	154 177 396	1 233	2 842	(79)	729	(235)	(277)	4 213	-	4 213
Dividendes versés au titre de l'exercice 2009	-	-	-	-	(122)	-	-	(122)	-	(122)
Instruments de motivation et actionnariat salarié	1 592 966	13	33	-	15	-	-	61	-	61
Droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires de CPM Braxis (43,94%)	-	-	-	-	(185)	-	-	(185)	(5)	(190)
Actions propres	-	-	-	(2)	2	-	-	-	-	-
Transactions avec les actionnaires	1 592 966	13	33	(2)	(290)	-	-	(246)	(5)	(251)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	158	(91)	67	-	67
Résultat net	-	-	-	-	280	-	-	280	(2)	278
AU 31 DECEMBRE 2010	155 770 362	1 246	2 875	(81)	719	(77)	(368)	4 314	(7)	4 307
Dividendes versés au titre de l'exercice 2010	-	-	-	-	(154)	-	-	(154)	-	(154)
Instruments de motivation et actionnariat salarié	-	-	-	7	10	-	-	17	-	17
Ajustements sur droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires et variation des pourcentages d'intérêts	-	-	-	-	(64)	-	-	(64)	50	(14)
Actions propres	-	-	-	(3)	(3)	-	-	(6)	-	(6)
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	4	(211)	-	-	(207)	50	(157)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	10	(265)	(255)	(1)	(256)
Résultat net	-	-	-	-	404	-	-	404	(15)	389
AU 31 DECEMBRE 2011	155 770 362	1 246	2 875	(77)	912	(67)	(633)	4 256	27	4 283
Dividendes versés au titre de l'exercice 2011	-	-	-	-	(154)	-	-	(154)	-	(154)
Instruments de motivation et actionnariat salarié	6 000 000	48	101	12	7	-	-	168	-	168
Ajustements sur droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires et variation des pourcentages d'intérêts	-	-	-	-	(37)	-	-	(37)	24	(13)
Actions propres	-	-	-	(27)	3	-	-	(24)	-	(24)
Transactions avec les actionnaires	6 000 000	48	101	(15)	(181)	-	-	(47)	24	(23)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	(39)	(47)	(86)	(5)	(91)
Résultat net	-	-	-	-	370	-	-	370	(10)	360
AU 31 DECEMBRE 2012	161 770 362	1 294	2 976	(92)	1 101	(106)	(680)	4 493	36	4 529

(1) Intérêts minoritaires de la société CPM Braxis acquise le 6 octobre 2010.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2012

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012, ainsi que les notes afférentes, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 20 février 2013. Les états financiers consolidés deviendront définitifs après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires prévue le 23 mai 2013.

BASE DE PREPARATION DES COMPTES

REFERENTIEL IFRS

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2012 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2012 (publication au Journal Officiel de l'Union Européenne).

Par ailleurs, le Groupe tient compte des positions adoptées par le Syntec Informatique, organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France, sur les modalités d'application de certaines normes IFRS.

NOUVELLES NORMES ET INTERPRETATIONS APPLICABLES EN 2012

Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire (publiés par l'IASB, approuvés par l'UE, entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2012)

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes annuels au 31 décembre 2011, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations entrés en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2012. Ces normes, amendements et interprétations d'application obligatoire n'ont pas d'impact pour le Groupe.

Nouvelles normes, amendements et interprétations non appliqués par anticipation (publiés par l'IASB, approuvés par l'UE, non encore entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2012)

En juin 2011, l'IASB a publié des amendements à la norme IAS 19 « Avantages au personnel » qui conduisent notamment à l'obligation d'évaluer le rendement attendu des actifs de régimes sur une base normative (via le taux d'actualisation utilisé pour évaluer la dette), qui impactera le résultat financier. Par ailleurs, l'impact des coûts des services passés sera comptabilisé intégralement en résultat l'année des modifications des caractéristiques du plan et/ou de l'arrivée de nouveaux entrants.

La suppression de la méthode du « corridor » prévu par l'amendement n'aura pas d'incidence pour le Groupe, les écarts actuariels nets de l'exercice étant déjà enregistrés dans le montant de la provision pour retraite en contrepartie des produits et charges comptabilisés en capitaux propres.

Si la norme IAS 19 révisée avait été appliquée par anticipation au 1^{er} janvier 2012, l'impact de l'utilisation d'un taux d'actualisation identique à celui de la dette pour réévaluer le rendement des actifs de régimes aurait été une charge de 25 millions d'euros pour l'ensemble du Groupe.

Les impacts éventuels de l'application des normes IFRS 10 (Etats financiers consolidés), IFRS 11 (Partenariats), IFRS 12 (Informations à fournir sur les intérêts détenus dans les autres entités) applicables au 1^{er} janvier 2014 sont en cours d'analyses et l'application de la norme IFRS 13 (évaluation de la juste valeur) applicable au 1^{er} janvier 2013 n'a pas d'incidences sur les comptes consolidés.

Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore approuvés (publiés par l'IASB, non encore approuvés par l'UE, non encore entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2012)

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'UE au 31 décembre 2012 ni encore entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2012.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments du compte de résultat ou des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques et d'hypothèses susceptibles de variations dans le temps et comportent certains aléas. Elles concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait dans le cadre de la méthode à l'avancement, la reconnaissance d'impôts différés actifs, l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs, les engagements de retraites, la juste valeur des instruments dérivés et les provisions.

SYNTHESE DES PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS APPLIQUES PAR LE GROUPE CAPGEMINI

A) METHODES DE CONSOLIDATION

Les états financiers des sociétés dans lesquelles la société mère a directement ou indirectement un contrôle sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle existe lorsque la société mère a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la société de manière à tirer avantage de ses activités.

Les états financiers des sociétés dans lesquelles la société mère a directement ou indirectement un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Selon cette méthode, le Groupe inclut sa quote-part dans les produits et charges, actifs et passifs de l'entreprise sous contrôle conjoint dans les lignes appropriées de ses états financiers.

Les sociétés sur la gestion desquelles la société mère a directement ou indirectement une influence notable, sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou conjoint, sont mises en équivalence. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte de résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La participation du Groupe dans celle-ci est comptabilisée dans l'état de la situation financière consolidée dans le poste « Autres actifs non courants » pour un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée.

Le périmètre de consolidation figure en Note 30 – Liste par pays des principales sociétés consolidées.

Les sociétés consolidées par le Groupe ont établi leurs comptes au 31 décembre 2012, selon les principes comptables appliqués par le Groupe.

Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Le Groupe ne contrôle pas d'entité ad hoc non consolidée.

B) CONVERSION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés présentés dans ce rapport ont été établis en euros.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée exprimés en devises sont convertis en euros aux taux de clôture de l'exercice, à l'exception des capitaux propres qui sont conservés à leur valeur historique. Les comptes de résultat exprimés en devises étrangères sont convertis aux taux moyens de la période. Néanmoins, pour certaines transactions significatives, il peut être jugé plus pertinent d'utiliser un taux de conversion spécifique. Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le compte de résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion.

Les différences de change ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans des filiales étrangères sont inscrites en réserves de conversion pour leur montant net d'impôt.

Les écarts de change sur créances et dettes libellées en devises étrangères sont comptabilisés en résultat d'exploitation ou en résultat financier selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les taux de change utilisés pour convertir les états financiers des principales filiales du Groupe sont les suivants :

	Taux moyens			Taux de clôture		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Couronne norvégienne	0,12492	0,12832	0,13380	0,12789	0,12897	0,13609
Couronne suédoise	0,10485	0,11079	0,11491	0,11095	0,11221	0,11652
Dollar américain	0,75513	0,71920	0,77827	0,75301	0,77286	0,75792
Dollar australien	0,69368	0,74193	0,80599	0,76458	0,78598	0,78666
Dollar canadien	0,73312	0,72716	0,77867	0,75330	0,75672	0,76121
Franc suisse	0,72483	0,81181	0,82968	0,80160	0,82264	0,82836
Livre sterling	1,16610	1,15272	1,23338	1,16252	1,19717	1,22534
Real brésilien	0,42919	0,43031	0,39963	0,45082	0,413924	0,36988
Roupie indienne	0,01652	0,01544	0,01458	0,01676	0,01455	0,01378
Yuan renminbi	0,11155	0,11130	0,12336	0,11408	0,12257	0,12164
Zloty polonais	0,25039	0,24340	0,23909	0,25221	0,22432	0,24546

C) COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Afin de mieux appréhender les particularités de son activité, le Groupe présente un compte de résultat par fonction qui analyse les charges opérationnelles comme suit : coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), frais commerciaux et frais généraux et administratifs.

Ces trois postes représentent les charges opérationnelles qui, déduites du chiffre d'affaires, permettent d'obtenir la marge opérationnelle, un des principaux indicateurs de performance de l'activité du Groupe.

Le résultat d'exploitation est obtenu en déduisant de la marge opérationnelle les autres produits et charges opérationnels. Ceux-ci comprennent la charge résultant de l'étalement de la juste valeur des actions et options de souscription d'actions attribuées au personnel, ainsi que les charges ou produits non récurrents, notamment les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession de sociétés consolidées ou d'activités, les charges de restructuration afférentes à des plans approuvés par les organes de direction du Groupe, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises par le Groupe, ainsi que les effets des réductions et des liquidations des régimes de retraites à prestations définies.

Le résultat net est ensuite obtenu en prenant en compte les éléments suivants :

- le coût de l'endettement financier (net), qui comprend les intérêts sur dettes financières calculés sur la base du taux d'intérêt effectif, diminués des produits de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie,
- les autres produits financiers et charges financières, qui comprennent principalement les réévaluations des instruments financiers à leur juste valeur lorsqu'ils se rapportent à des éléments de nature financière, les plus ou moins-values de cession et dépréciations de titres non consolidés, les charges d'intérêt nettes sur régimes de retraites à prestations définies, les gains et pertes de change sur éléments financiers, ainsi que les autres produits financiers et charges financières sur divers actifs et passifs financiers calculés sur la base du taux d'intérêt effectif,
- la charge d'impôt courant et différé,
- le résultat des entreprises associées,
- la quote-part des intérêts minoritaires.

D) RESULTAT PAR ACTION

L'information présentée est calculée selon les principes suivants :

- résultat de base par action : le résultat net (part du Groupe) est rapporté au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après déduction des actions propres détenues au cours de la période. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est une moyenne annuelle pondérée, ajustée du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période et calculée en fonction de la date de remboursement et d'émission des actions au cours de l'exercice,
- résultat dilué par action : le résultat net (part du Groupe) ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, pris en compte pour le calcul du résultat de base par action, sont ajustés des effets de tous les instruments financiers potentiellement dilutifs : (i) options de souscription d'actions, (ii) Obligations Convertibles et/ou Echangeables en Actions Nouvelles ou Existantes, (iii) Bons de Souscription ou d'Acquisition d'Actions Remboursables, (iv) actions de performance et (v) actions attribuées gratuitement.

E) METHODE DE RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES COUTS SUR PRESTATIONS

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations :

a) Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

b) Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ». Les coûts sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

c) Prestations d'infogérance

Le chiffre d'affaires lié aux prestations d'infogérance est reconnu sur la durée du contrat en fonction du niveau de services rendu. Lorsque les services consistent en plusieurs prestations non identifiables séparément, le chiffre d'affaires est reconnu linéairement sur la durée du contrat.

Les coûts relatifs aux prestations d'infogérance sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toutefois, les coûts engagés dans la phase initiale du contrat (coûts de transition et/ou de transformation) peuvent être différés lorsqu'ils sont spécifiques aux contrats, qu'ils se rapportent à une activité future et/ou génèrent des avantages économiques futurs, et qu'ils sont recouvrables. Ces coûts sont alors classés en travaux en cours. Toutefois, en cas de remboursement par le client, celui-ci est enregistré en diminution des coûts encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent dans l'état de la situation financière consolidée en créances clients pour celles ayant fait l'objet d'une facturation, ou en factures à émettre pour les prestations réalisées et non encore facturées. Les acomptes reçus des clients et les produits constatés d'avance figurent dans les passifs courants.

F) ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

a) Écarts d'acquisition et regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs identifiables et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition et peuvent être ajustés au cours des 12 mois suivant cette date.

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs identifiables et des passifs repris de l'entité acquise (actif net réévalué). Dans le cas d'une acquisition donnant le contrôle avec existence d'intérêts minoritaires (acquisition inférieure à 100%), le Groupe choisit soit de reconnaître un écart d'acquisition sur la totalité de l'actif net réévalué, y compris sur la quote-part revenant aux intérêts minoritaires (méthode de l'écart d'acquisition complet), soit de ne reconnaître un écart d'acquisition que sur la quote-part effectivement acquise de l'actif net réévalué (méthode de l'écart d'acquisition partiel).

Lorsqu'un regroupement d'entreprises avec existence d'intérêts minoritaires inclut un droit de vente de ces mêmes intérêts minoritaires, une dette opérationnelle est reconnue au bilan consolidé à hauteur du prix d'exercice estimé de l'option de vente accordée aux minoritaires avec pour contrepartie une diminution des réserves. Les variations ultérieures de ce droit de vente liées à d'éventuels changements d'estimations ou relatives à sa désactualisation sont également reconnues en réserves. Toute acquisition supplémentaire d'intérêts minoritaires est considérée comme une transaction entre actionnaires et ne fait par conséquent pas l'objet de réévaluation des actifs identifiables ni de constatation d'écart d'acquisition complémentaire.

Lorsque le coût du regroupement d'entreprises est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs, l'écart est immédiatement reconnu en compte de résultat.

Les frais liés à l'acquisition sont reconnus au compte de résultat de la période durant laquelle ils sont encourus en autres charges opérationnelles.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis à des tests de dépréciation une fois par an, ou chaque fois que des événements ou des modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur.

b) Immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels et solutions développés en interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur une durée allant de 3 à 5 ans.

Les coûts capitalisés des logiciels et solutions développés en interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

Enfin, lors de certains regroupements d'entreprises, lorsque la nature du portefeuille clients détenu par une entité, ainsi que la nature de l'activité qu'elle exerce, devraient permettre à l'entité de poursuivre ses relations commerciales avec ses clients en raison des efforts consentis pour les fidéliser, les relations avec les clients sont valorisées en immobilisations incorporelles et amorties sur la durée des contrats en portefeuille à la date d'acquisition.

G) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif de l'état de la situation financière consolidée à leur coût historique amorti, diminué des éventuelles pertes de valeur. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les immeubles détenus par le Groupe ont été valorisés selon l'approche par composants.

Les dépenses ultérieures améliorant les avantages futurs de l'actif (dépenses de remplacement et dépenses de mise en conformité) sont immobilisées et amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation à laquelle elles se rattachent. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Il est calculé sur la base du prix d'acquisition, sous déduction d'une éventuelle valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon leur durée de vie attendue, comme suit :

Constructions	20 à 40 ans
Agencements et installations	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériels divers	5 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité attendues sont revues à chaque clôture.

Les plus ou moins-values de cession résultent de la différence entre le prix de vente et la valeur nette comptable des éléments d'actif cédés.

H) TESTS DE DEPRECIATION D'ACTIFS

La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles à durée d'utilité déterminée est testée dès lors qu'il existe des indices de perte de valeur à la date d'établissement des comptes, et au moins une fois par an en ce qui concerne les écarts d'acquisition.

Le test de valeur consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque unité générant ses flux propres de trésorerie (unités génératrices de trésorerie). Les unités génératrices de trésorerie retenues par le Groupe correspondent à des zones géographiques.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'unité génératrice de trésorerie, nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité :

- La juste valeur est le montant qui peut être obtenu lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale et est déterminée par référence au prix résultant soit d'un accord irrévocable soit du prix constaté sur le marché lors de transactions récentes et comparables,
- La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces unités génératrices de trésorerie.

L'évaluation de la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie est effectuée selon la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés et sur la base de paramètres issus du processus budgétaire et du plan à trois ans, paramètres étendus sur un horizon de cinq ans, qui incluent des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Les taux d'actualisation (s'appuyant sur le coût moyen pondéré du capital) et de croissance à long terme sur la période au-delà de cinq ans, résultent d'une moyenne des estimations d'un échantillon représentatif de bureaux d'analyse financière qui utilisent ces indicateurs pour valoriser le Groupe. Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée en priorité aux écarts d'acquisition et reconnue en résultat d'exploitation dans le compte «Autres charges opérationnelles».

I) CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location qui ne transfèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont qualifiés de contrats de location simple, et donnent lieu à des paiements comptabilisés en charges pendant la durée du contrat de location.

En revanche, dans le cas où le Groupe assume les avantages et les risques liés à la propriété, le contrat de location est alors qualifié de contrat de location-financement et il est procédé à un retraitement afin de reconnaître, à l'actif, le montant le plus faible entre la juste valeur du bien loué et la valeur actualisée des paiements futurs et, au passif, la dette financière correspondante. L'immobilisation est amortie sur sa durée d'utilité pour le Groupe, la dette est amortie sur la durée du contrat de location-financement et, le cas échéant, des impôts différés sont reconnus.

J) ACTIONS PROPRES

Les titres de la société mère détenus par elle-même ou par des entités consolidées sont portés en diminution des capitaux propres consolidés, pour leur coût d'acquisition. Inversement, le résultat de la cession éventuelle des actions propres est imputé directement en capitaux propres pour l'effet net d'impôt. La plus ou moins-value ainsi réalisée n'affecte donc pas le compte de résultat de l'exercice.

K) IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés sont :

- constatés pour tenir compte du décalage temporel entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs,
- reconnus respectivement en charge ou produit comptabilisés au compte de résultat, en charge ou produit comptabilisés en capitaux propres, ou bien directement en réserves au cours de l'exercice, en fonction du sous-jacent auquel ils se rapportent,
- évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) adoptés ou quasiment adoptés à la date de clôture. L'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés antérieurement constatés en compte de résultat ou en produits et charges comptabilisés en capitaux propres ou bien directement en réserves, est respectivement enregistré en compte de résultat, en charge ou produit comptabilisés en capitaux propres, ou bien directement en réserves au cours de l'exercice où ces changements de taux deviennent effectifs.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés permettant ainsi à l'actif d'impôt reconnu d'être recouvré. Le montant reconnu résulte de plans établis sur un horizon de 10 ans et qui prend en compte une probabilité de réalisation de bénéfices imposables futurs. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture et est réduite lorsqu'il est probable que les bénéfices imposables complémentaires ne seront pas suffisants pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôts différés. Inversement, la valeur comptable des actifs d'impôts différés sera augmentée dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables complémentaires seront disponibles.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés si, et seulement si, les filiales ont un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigibles et lorsque ceux-ci concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

L) INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont constitués :

- des actifs financiers qui comprennent certains autres actifs non courants, les créances clients, certaines autres créances courantes, les actifs de gestion de trésorerie et la trésorerie et équivalents de trésorerie,
- des passifs financiers qui comprennent les dettes financières à court et long terme et les découverts bancaires, certaines dettes opérationnelles et certaines autres dettes courantes et non courantes.

a) Méthodes de comptabilisation des instruments financiers

La comptabilisation des instruments financiers lors de leur entrée dans l'état de la situation financière consolidée et de leur évaluation ultérieure selon les méthodes décrites ci-après fait référence aux définitions de taux d'intérêt suivantes :

- le taux du coupon, ou coupon, qui est le taux d'intérêt nominal de l'emprunt,
- le taux d'intérêt effectif, qui est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions payées ou reçues, des coûts de transaction et, le cas échéant, des primes à payer ou à recevoir,
- le taux de marché qui correspond au taux d'intérêt effectif recalculé à la date de l'évaluation en fonction des paramètres de marché courants.

Les instruments financiers (actifs et passifs) entrent dans l'état de la situation financière consolidée à leur juste valeur initiale.

L'évaluation ultérieure des actifs et passifs financiers correspond, en fonction de leur catégorisation, soit à la juste valeur, soit au coût amorti. Les actifs financiers évalués au coût amorti font l'objet de tests de valeur, effectués dès l'apparition d'indices de perte de valeur. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat.

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normales.

Le coût amorti correspond à la valeur comptable initiale (nette des coûts de transaction), augmentée des intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt effectif et diminuée des sorties de trésorerie (coupons, remboursements de principal et, le cas échéant, des primes de remboursement). Les intérêts courus (produits et charges) ne sont pas enregistrés au taux nominal de l'instrument financier, mais sur la base du taux d'intérêt effectif de l'instrument.

Les instruments financiers actifs et passifs sont décomptabilisés dès lors que les risques et avantages liés sont cédés et que le Groupe a cessé d'exercer un contrôle sur ces instruments.

b) Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont essentiellement constitués de contrats d'achat et de vente de devises à terme ainsi que de contrats d'échange de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. A l'exception des cas de couverture de flux futurs de trésorerie décrits ci-après, les variations de juste valeur des instruments dérivés, estimées sur la base des cours de marché ou de valeurs données par les contreparties bancaires, sont reconnues en compte de résultat à la date d'établissement des comptes.

Lorsque la comptabilité de couverture est appliquée dans le cadre de couverture de flux futurs de trésorerie opérationnels, la variation de juste valeur des instruments est dans un premier temps enregistrée en produits et charges comptabilisés en capitaux propres puis transférée au résultat d'exploitation lorsque l'élément couvert est reconnu lui-même en compte de résultat.

c) Catégorisation des instruments financiers et hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers valorisés à leur juste valeur après leur première comptabilisation, c'est-à-dire, les instruments financiers à la juste valeur par compte de résultat, les actifs disponibles à la vente et les instruments dérivés, peuvent être hiérarchisés selon les trois niveaux de juste valeur suivants :

- Niveau 1 : à partir de prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs financiers identiques,
- Niveau 2 : à partir de données autres que les prix cotés sur des marchés actifs, qui sont observables directement (prix) ou indirectement (données dérivées de prix),
- Niveau 3 : à partir de données qui ne sont pas fondées sur des données observables de marché.

Actifs financiers	Notes	Catégorisation	Évaluation ultérieure	Hiérarchie de juste valeur
Titres de sociétés non consolidées	14	Actifs disponibles à la vente (juste valeur par capitaux propres)	Juste valeur	1/3 Cours de bourse/ valorisation interne
Dépôts et créances à long terme	14	Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Placements à long terme	14	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)
Instruments dérivés actifs	19	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	2 Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs (fixings BCE)
Clients (nets de provisions)	15	Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Autres créances à court terme	16	Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs de gestion de trésorerie	17	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)
Passifs financiers	Notes	Catégorisation	Évaluation ultérieure	Hiérarchie de juste valeur
Emprunts obligataires	17	Dettes au coût amorti	Coût amorti	N/A
Dettes de location-financement	17	Dettes au coût amorti	Coût amorti	N/A
Autres dettes financières	17	Dettes au coût amorti	Coût amorti	N/A
Instruments dérivés passifs	19	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	2 Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs (fixings BCE)
Dettes fournisseurs	23	Dettes au coût amorti	Coût amorti	N/A
Autres dettes	22, 24	Dettes au coût amorti	Coût amorti	N/A
Découverts bancaires	17	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)

M) TRESORERIE ET TRESORERIE NETTE

La trésorerie, qui figure dans le tableau des flux de trésorerie, est composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie (placements à court terme et banques), diminués des découverts bancaires. Elle comprend également la juste valeur des instruments de couverture relatifs à ces éléments.

La trésorerie nette comprend la trésorerie, telle que définie ci-dessus ainsi que les actifs de gestion de trésorerie, diminués des dettes financières à court et long terme, et tient également compte de l'impact des instruments de couverture lorsqu'ils se rapportent à des dettes financières. Les actifs de gestion de trésorerie dont les caractéristiques ne répondent pas strictement à celles des équivalents de trésorerie sont présentés séparément dans l'état de la situation financière.

N) PRESTATIONS DE RETRAITES

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies font l'objet de versements par les salariés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraites. Les obligations du Groupe se limitent au paiement de ces cotisations qui sont donc enregistrées en compte de résultat dès qu'elles sont encourues. Les dettes relatives à ces régimes sont comptabilisées en dettes opérationnelles. Ces régimes existent dans la majorité des pays d'Europe (France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne et Europe Centrale, les pays nordiques, Italie et Espagne), aux Etats-Unis ainsi que dans les pays d'Asie-Pacifique.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies sont :

- soit directement supportés par le Groupe, qui à ce titre, provisionne les coûts des prestations de retraites à servir, évalués à la valeur actuelle des paiements futurs estimés, en retenant des paramètres internes et externes revus régulièrement. Ces régimes à prestations définies non couverts par des actifs correspondent essentiellement à des indemnités de départ à la retraite et de couverture sociale,
- soit supportés au travers d'un fonds de pension auquel le Groupe contribue selon les règles et législations sociales propres à chaque pays d'implantation.

Les engagements de retraites souscrits dans le cadre de ces régimes sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale du Groupe.

Les engagements de retraites ainsi calculés font l'objet d'une actualisation au taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraites concernée.

Pour les régimes de retraites dont les engagements sont couverts par des actifs, seul le déficit estimé est provisionné.

Les coûts des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les coûts des services passés correspondant à l'accroissement de l'obligation sont constatés en charges opérationnelles, respectivement sur l'exercice et sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

Les profits ou les pertes résultant de la réduction ou de la liquidation de régimes à prestations définies sont comptabilisés en « Autres produits opérationnels » ou en « Autres charges opérationnelles ».

L'effet de la désactualisation des obligations ainsi que celui du rendement attendu des actifs de couverture sont comptabilisés en net en « Autres produits financiers » ou en « Autres charges financières ».

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses actuarielles ou des effets d'expérience (i.e. écarts entre la projection actuarielle et la réalité à la date d'établissement des comptes) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ceux-ci sont intégralement reconnus en produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres au cours de la période dans laquelle ils surviennent.

O) INSTRUMENTS DE MOTIVATION ET ACTIONNARIAT SALARIE

a) Instruments accordés à des salariés

Options de souscription d'actions

Des options de souscription d'actions ont été accordées à un certain nombre de collaborateurs du Groupe. Elles donnent le droit de souscrire à des actions de Cap Gemini pendant un délai de cinq ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution.

Les options ont fait l'objet d'une évaluation correspondant à la juste valeur de l'avantage accordé au salarié à la date d'octroi. La juste valeur de l'option est déterminée par application du modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, et le taux d'intérêt sans risque. La charge qui a été comptabilisée a tenu compte des hypothèses de rotation de l'effectif bénéficiant de l'attribution d'options, actualisées chaque année.

Cet avantage a été reconnu en autres charges opérationnelles au compte de résultat, linéairement sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie des capitaux propres.

Actions de performance et de présence

Des actions de performance sont consenties à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, sous condition de performance et de présence. La durée de la période d'acquisition au terme de laquelle l'attribution est définitive s'élève à deux ou quatre ans, selon l'implantation géographique des filiales employant les bénéficiaires.

Les actions font l'objet d'une évaluation correspondant à la juste valeur de l'avantage accordé au salarié à la date d'octroi. La juste valeur de l'action sous condition de performance externe est déterminée par application du modèle « Monte Carlo », dont les paramètres incluent notamment le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, le taux d'intérêt sans risque, le taux de dividendes attendus, et les conditions de performance du marché appliquées. La juste valeur de l'action sous condition de performance interne et/ou de présence est déterminée par l'application d'un modèle conforme à IFRS 2 dont les paramètres incluent notamment le cours de l'action à la date d'attribution, la restriction de transfert d'action, le taux d'intérêt sans risque et le taux de dividendes attendus.

La charge comptabilisée tient également compte des hypothèses de rotation de l'effectif bénéficiant de l'attribution d'actions, actualisées chaque année, ainsi que des conditions de performance internes (conditions hors marché).

Cet avantage est reconnu en autres charges opérationnelles au compte de résultat, linéairement sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie des capitaux propres.

b) Instruments proposés à des salariés

Bons de souscription d'actions ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR)

Des bons de souscription d'actions ou d'acquisition d'actions remboursables ont été proposés à des salariés et mandataires sociaux du Groupe. Ils donnent le droit de souscrire à des actions Cap Gemini au prix d'exercice déterminé lors de leur acquisition par les salariés et mandataires sociaux du Groupe. La période d'exercice s'étalera de la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris jusqu'au septième anniversaire de leur date d'émission.

Le prix d'émission de ces BSAAR correspondant à leur valeur de marché, aucun avantage accordé aux bénéficiaires n'est comptabilisé dans les comptes consolidés.

Épargne salariale

Des plans d'actionnariat salarié à effet de levier offrant la possibilité de souscrire à un cours préférentiel décoté ont été mis en place par le Groupe. Dans le cadre de la détermination de la charge IFRS 2 mesurant l'avantage offert aux salariés, le Groupe ajuste le montant de la décote octroyée aux salariés sur le prix de la souscription en fonction des deux éléments suivants :

- le coût de l'incessibilité des actions attribuées aux salariés pendant une période de cinq ans. Ce coût est évalué en prenant en considération la période de blocage de cinq ans et correspond au coût d'une stratégie en deux étapes dans laquelle le participant au marché vendrait l'action au terme de la période de blocage de cinq ans et emprunterait simultanément le montant nécessaire pour acheter une action cessible immédiatement en finançant l'emprunt par la vente à terme de cette action et par les dividendes versés durant la période de blocage. Ce coût est calculé à partir des paramètres ci-après :
 - le prix de souscription est celui fixé par le Président Directeur Général en vertu de la délégation reçue du Conseil d'Administration. Ce prix de souscription correspond à la moyenne des cours moyens de l'action Cap Gemini ajustés des volumes constatés sur les vingt jours de bourse précédant la décision du Président Directeur Général à laquelle une décote est appliquée,
 - la date d'attribution des droits est la date à laquelle les salariés ont eu connaissance des caractéristiques et conditions précises de l'offre notamment le prix de souscription,
 - le taux de prêt consenti aux salariés, utilisé pour déterminer le coût de l'incessibilité des actions, est le taux que consentirait une banque à un particulier présentant un profil de risque moyen dans le cadre d'un prêt à la consommation *in fine* sans affectation pour une durée correspondant à la durée du plan,
- le gain d'opportunité reflétant l'avantage spécifique que constitue la faculté accordée aux salariés de bénéficier de conditions de marché identiques à celles du Groupe.

Dans certains pays où la mise en place du levier ne peut être réalisée au moyen d'un FCPE (Fonds Commun de Placement Entreprise) ou directement au nom des salariés, le plan d'actionnariat salarié (ESOP) comporte un mécanisme d'attribution de droits aux plus-values d'actions (*Stock Appreciation Rights, SAR*). L'avantage offert par le Groupe correspond alors au montant de la décote sur le prix de souscription de l'action.

P) PROVISIONS

Une provision est reconnue dans l'état de la situation financière consolidée à la clôture d'un exercice si, et seulement si, il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de la valeur temps est significatif.

Q) TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Le tableau des flux de trésorerie consolidés analyse la variation annuelle de la trésorerie par nature de flux : opérationnel, investissement et financement.

A noter que les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en euros au cours moyen de l'exercice. Les différences de change dues à la conversion au cours de fin de période des flux monétaires des actifs et passifs de l'état de la situation financière consolidée libellés en devises étrangères sont reprises dans la rubrique « incidence des variations des cours des devises » du tableau des flux de trésorerie.

R) SECTEURS OPERATIONNELS

La Direction du Groupe analyse et mesure la performance de l'activité :

- dans ses différents métiers (conseil, intégration de systèmes, services informatiques de proximité et infogérance),
- dans les zones géographiques dans lesquelles le Groupe est présent.

L'analyse métier permet de suivre et de gérer les ressources et la production de services opérées en 2012 au sein de sept « grandes unités opérationnelles » orientées métier sans changement par rapport à 2011, de manière transversale permettant de déployer des compétences et des savoir-faire homogènes dans les pays ou les régions.

L'analyse géographique permet de suivre la performance :

- du développement commercial : elle est alors focalisée sur l'évolution des principaux contrats et grands clients sur les marchés du Groupe dans l'ensemble de ses métiers. Ce suivi vise à coordonner l'offre de services des différents métiers dans les territoires du fait de leur forte interaction, et à y mesurer les prestations de services rendus. Ces analyses sont effectuées par la Direction du Groupe au sein du « Comité de Coordination » des géographies qui rassemble les responsables des métiers opérant dans une géographie donnée,
- sur le plan opérationnel et financier : la gestion de la trésorerie et des fonctions support, les politiques d'investissement et de financement opérationnel ainsi que la politique d'acquisition sont décidées et mises en œuvre par géographie.

Ceci conduit le Groupe à présenter une information sectorielle pour les 8 zones géographiques regroupant les pays dans lesquelles il est implanté.

Les coûts liés aux activités opérationnelles et encourus au niveau des sociétés holdings du Groupe pour le compte des géographies et des métiers sont affectés soit directement, soit selon une clé de répartition. Les éléments non affectés correspondent aux frais de siège.

Les transactions inter-secteurs s'effectuent au prix de marché.

En complément de la marge opérationnelle, la performance des secteurs opérationnels est mesurée par la marge opérationnelle avant les amortissements et dépréciations des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises. Cet indicateur permet de mesurer et de comparer la performance opérationnelle des secteurs opérationnels, que leur activité résulte de la croissance interne du secteur d'opérations ou de croissance externe.

S) GAINS ET PERTES DE CHANGE SUR TRANSACTIONS INTRA-GROUPE

L'incorporation des états financiers d'une entité étrangère dans les états financiers consolidés du Groupe implique l'élimination des soldes et transactions intra-groupe. Toutefois, un écart de change qui apparaît sur un élément monétaire intra-groupe (par exemple une créance intra-groupe libellée dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de la filiale) ne peut être éliminé. Un tel écart de change est comptabilisé en produits ou en charges de l'exercice, ou classé en produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres si le sous-jacent fait partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les entités étrangères (par exemple un prêt à échéance indéfinie).

Les justes valeurs des instruments de couverture, concernant des transactions opérationnelles intra-groupe réalisées dans le cadre de la gestion centralisée du risque de change chez la société mère, sont éliminées.

Note 2 – Evolution du périmètre

ACQUISITIONS / CESSIONS DE L'EXERCICE 2012

Le Groupe a acquis la société DTWO Solutions (renommée Capgemini Japan KK), société de logiciels et de consultants IT située au Japon pour 11 millions d'euros (35 salariés) et a cédé les titres de sa filiale captive de réassurance Capgemini Reinsurance Company S.A. pour 100 millions d'euros.

ENTREE D'UN PARTENAIRE CHEZ CPM BRAXIS ET EVOLUTION DU POURCENTAGE D'INTERETS

Le 25 mai 2012, Caixa Econômica Federal, quatrième banque brésilienne, est entrée dans le capital de CPM Braxis S.A. via sa filiale Caixa Participações S.A.

A l'issue de cette opération, Caixa Participações S.A. détient 22% de CPM Braxis S.A. suite à deux transactions simultanées :

- une augmentation de capital de 121 millions de réals brésiliens (49 millions d'euros) par la souscription d'actions ordinaires,
- le rachat d'actions détenues par des actionnaires minoritaires pour un montant de 200 millions de réals brésiliens (80 millions d'euros).

Les actions détenues par Caixa Participações S.A. font l'objet de droit de vente exerçable entre juillet et décembre 2022 comptabilisé en dette avec pour contrepartie une diminution des réserves (part du Groupe).

Certaines circonstances liées à des changements réglementaires ou à des manquements commerciaux précis de l'une des deux parties peuvent conduire à un exercice anticipé du droit de vente ou d'achat à certaines échéances.

Caixa Participações S.A. a en retour accordé au groupe Capgemini des droits d'achat réciproques.

Au 31 décembre 2012, le groupe Capgemini détient 55,8% du capital.

RAPPEL DES ACQUISITIONS SIGNIFICATIVES DES EXERCICES ANTERIEURS

CS Consulting

Le 4 février 2011, le Groupe a finalisé l'acquisition de 100% du capital de la société CS Consulting pour un coût de 49 millions d'euros. Basée en Allemagne, la société est spécialisée dans la migration de systèmes d'information bancaires (Core Banking) et dans la mise en place de solutions de Business Intelligence. Au 31 décembre 2012, le goodwill reconnu s'élève à 41 millions d'euros.

Artésys

Le 30 mars 2011, le Groupe a procédé à l'acquisition de 100% du capital de la société Artésys pour un coût de 31 millions d'euros. SSII basée à Paris, Artésys est un des leaders français de la conception de solutions d'infrastructure. Au 31 décembre 2012, le goodwill reconnu s'élève à 31 millions d'euros.

Prosodie

Le 29 juillet 2011, le Groupe a procédé à l'acquisition de 100% du capital de la société mère du groupe Prosodie pour un coût de 376 millions d'euros. Acteur du Cloud Computing, le groupe Prosodie est spécialisé dans la gestion des flux transactionnels télécoms, internet et monétiques des grands comptes. Il opère en France et en Europe. Au 31 décembre 2012, le goodwill reconnu s'élève à 331 millions d'euros après affectation nette d'impôts différés de 35 millions d'euros en relations clients et en plateforme de prépaiement.

AIVE Group

Le 31 août 2011, le Groupe a acquis 100% du capital d'AIVE pour un prix total de 40 millions d'euros. AIVE est l'un des leaders italiens des services informatiques en Italie et cette acquisition permet à Capgemini de compléter son offre en matière d'intégration de système et de maintenance applicative. Au 31 décembre 2012, le goodwill reconnu s'élève à 32 millions d'euros après affectation nette d'impôts différés de 5 millions d'euros en relations clients et en licences.

NOTE 3 – CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>en millions d'euros</i>	2010		2011		2012	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Amérique du Nord	1 665	19	1 805	19	2 101	20
France	1 931	22	2 138	22	2 181	21
Royaume-Uni et Irlande	1 912	22	1 945	20	2 104	21
Benelux	1 314	16	1 266	13	1 118	11
Europe du Sud et Amérique Latine	599	7	1 000	10	1 029	10
Pays nordiques	543	6	635	7	714	7
Allemagne et Europe Centrale	534	6	626	6	658	6
Asie Pacifique	199	2	278	3	359	4
Chiffre d'affaires	8 697	100	9 693	100	10 264	100

La variation du chiffre d'affaires de l'exercice 2012 par rapport à 2011 est de 5,9% à taux de change et périmètre courants et de 1,2% à taux de change et périmètre constants.

NOTE 4 – CHARGES OPERATIONNELLES PAR NATURE

<i>en millions d'euros</i>	2010		2011		2012	
	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires
Charges de personnel	5 193	59,7	5 816	60,0	6 188	60,3
Frais de déplacements	370	4,2	391	4,0	423	4,1
	5 563	63,9	6 207	64,0	6 611	64,4
Achats et frais de sous-traitance	2 042	23,5	2 231	23,0	2 227	21,7
Loyers et taxes locales	282	3,2	324	3,3	338	3,3
Amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	21	0,2	25	0,3	37	0,3
Autres dotations aux amortissements, provisions et résultat de cessions d'immobilisations	202	2,4	193	2,0	264	2,6
Charges opérationnelles	8 110	93,2	8 980	92,6	9 477	92,3

En France, le Groupe bénéficie d'un produit de Crédit d'Impôt Recherche qui est déduit des charges opérationnelles (achats et frais de sous-traitance) à hauteur de 23 millions d'euros (42 millions d'euros en 2011) dont 6 millions d'euros relatifs à des projets dont les coûts ont été supportés sur des exercices antérieurs (27 millions d'euros en 2011).

Analyse des charges de personnel

<i>en millions d'euros</i>	Note	2010	2011	2012
Traitements et salaires		4 138	4 583	4 890
Charges sociales		1 008	1 183	1 236
Charges de retraites - régimes à prestations définies et autres avantages postérieurs à l'emploi	20	47	50	62
Charges de personnel		5 193	5 816	6 188

NOTE 5 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

<i>en millions d'euros</i>	<i>Note</i>	2010	2011	2012
Coûts de restructuration		(71)	(81)	(168)
<i>Dont réduction des effectifs</i>		(44)	(74)	(151)
<i>Dont rationalisation des actifs immobiliers</i>		(19)	(4)	(14)
<i>Dont "rightshoring"</i>		(8)	(3)	(3)
Coûts d'intégration des sociétés acquises		(11)	(9)	(9)
Coûts liés aux acquisitions		(4)	(7)	(2)
Charges liées aux souscriptions d'actions, aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions	9	(16)	(17)	(18)
Autres charges opérationnelles		(2)	(4)	(11)
Total charges opérationnelles		(104)	(118)	(208)
Autres produits opérationnels		6	-	22
Total produits opérationnels		6	-	22
Autres produits et charges opérationnels		(98)	(118)	(186)

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration de l'exercice 2012 concernent principalement des mesures de réduction d'effectifs et de rationalisation des actifs immobiliers, notamment aux Pays-Bas et en France.

NOTE 6 – RESULTAT FINANCIER

<i>en millions d'euros</i>	<i>Note</i>	2010	2011	2012
Produits de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie		20	23	25
Charges d'intérêt sur les dettes financières		(42)	(54)	(62)
Coût net de l'endettement financier au taux d'intérêt nominal		(22)	(31)	(37)
Effet du coût amorti sur les dettes financières		(32)	(34)	(18)
Coût net de l'endettement financier au taux d'intérêt effectif		(54)	(65)	(55)
Charge d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies	20	(28)	(25)	(26)
Gains (pertes) de change sur opérations financières		2	2	(8)
Instruments dérivés sur risques de change sur opérations financières		(2)	(4)	6
Autres		(5)	(13)	(17)
Autres produits et charges financiers		(33)	(40)	(45)
<i>Dont produits financiers</i>		22	64	42
<i>Dont charges financières</i>		(55)	(104)	(87)
Résultat financier		(87)	(105)	(100)

Le coût de l'endettement financier comprend essentiellement :

- les produits de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie pour 25 millions d'euros,
- les coupons de l'emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE) 2009 pour 20 millions d'euros (24 millions d'euros au 31 décembre 2011 dont 4 millions au titre de l'OCEANE 2005), auxquels s'ajoutent 17 millions d'euros d'effet lié à la comptabilisation au coût amorti (34 millions d'euros au 31 décembre 2011 dont 18 millions au titre de l'OCEANE 2005),
- les coupons de l'emprunt obligataire 2011 pour 26 millions d'euros (2 millions au 31 décembre 2011), auxquels s'ajoute 1 million d'euros d'effet lié à la comptabilisation au coût amorti,
- les charges financières liées aux contrats de location-financement pour 8 millions d'euros principalement au Royaume-Uni, au Brésil, aux Etats-Unis et en France (8 millions d'euros au 31 décembre 2011),
- les intérêts relatifs aux dettes bancaires souscrites au Brésil, en Asie Pacifique et en France pour 7 millions d'euros (18 millions au 31 décembre 2011).

Dans les autres produits et charges financiers, les instruments dérivés sur risques de change sur opérations financières concernent principalement les variations de juste valeur de swaps de change en couverture de prêts intra-groupe consentis par Capgemini UK Plc. à la société mère et d'un prêt intra-groupe consenti par la société mère à Capgemini North America Inc.

L'évolution de la charge d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies est détaillée en Note 20 – Provisions pour retraites et engagements assimilés.

NOTE 7 – CHARGE D'IMPOT

<i>en millions d'euros</i>	<i>Note</i>	2010	2011	2012
Impôts courants		(71)	(129)	(158)
Impôts différés	13	(53)	28	18
Charge d'impôt		(124)	(101)	(140)

Le rapprochement entre le taux d'imposition applicable en France et le taux effectif d'impôt s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	2010		2011		2012	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Résultat avant impôt	402		490		501	
Taux d'imposition en France (%)	34,4		36,1		36,1	
Charge d'impôt théorique	(138)	34,4	(177)	36,1	(181)	36,1
Différences de taux d'imposition entre pays	9	(2,3)	16	(3,3)	16	(3,1)
<i>Eléments de rapprochement avec le taux effectif :</i>						
Impôts différés actifs non reconnus sur différences temporelles et déficits reportables de l'exercice	(9)	2,3	2	(0,3)	1	(0,2)
Reconnaissance nette d'impôts différés actifs sur différences temporelles et déficits reportables nés au cours d'exercices antérieurs	24	(6,1)	67	(13,6)	33	(6,4)
Résultats imputés sur déficits reportables préalablement non reconnus	6	(1,5)	(1)	0,1	8	(1,6)
Ajustements des périodes antérieures	9	(2,3)	(10)	2,0	8	(1,6)
Impôts forfaitaires	(38)	9,3	(45)	9,2	(51)	10,2
Différences permanentes et autres éléments	13	(2,9)	47	(9,6)	26	(5,2)
Charge d'impôt réel	(124)	30,9	(101)	20,6	(140)	28,2
Taux effectif d'impôt (%)	30,9		20,6		28,2	

Le faible niveau du taux d'impôt effectif de 2011 s'explique par la reconnaissance de 76 millions d'euros d'impôts différés actifs américains (105 millions de dollars américain). (cf. Note 13 – Impôts différés).

Les impôts forfaitaires sont constitués principalement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en France, des taxes sur capitaux propres aux Etats-Unis et de l'impôt régional sur les activités productives (IRAP) en Italie.

NOTE 8 – RESULTAT PAR ACTION

RESULTAT DE BASE PAR ACTION

	2010	2011	2012
Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	280	404	370
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	152 979 307	153 595 650	155 795 618
Résultat de base par action (en euros)	1,83	2,63	2,37

L'augmentation du nombre moyen d'actions entre 2011 et 2012 résulte notamment de l'émission en septembre 2012 de 6 millions d'actions dans le cadre du plan d'actionnariat salarié international (ESOP 2012) net des variations relatives aux actions propres.

RESULTAT DILUE PAR ACTION

Le résultat dilué par action tient compte des instruments dilutifs en circulation à la clôture de l'exercice. Le cours moyen de l'action pour l'exercice 2012 a été de 30,28 euros.

Au 31 décembre 2012, les instruments dilutifs inclus dans le calcul du résultat dilué par action comprennent :

- les actions à livrer aux collaborateurs étrangers dans le cadre des plans d'attribution d'actions de performance 2009 et 2010 dont le calcul du nombre d'actions est maintenant définitif (289 500 actions pour le plan de 2009 et 623 620 actions pour le plan de 2010). Ces attributions ne sont plus au 31 décembre 2012 soumises qu'à la condition de présence des bénéficiaires à la date de livraison,
- Les actions faisant partie du plan d'attribution d'actions gratuites allouées à l'ensemble des collaborateurs français et dont les modalités ont été arrêtées par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2012 et pouvant être attribuées soit 187 702 actions. Ces actions sont assorties d'une condition de présence des bénéficiaires en 2014,
- la totalité des actions pouvant être attribuées dans le cadre du plan d'attribution d'actions de performance dont les modalités ont été arrêtées par le Conseil d'Administration le 12 décembre 2012 soit 1 003 500 actions, compte tenu de la date d'attribution il n'y a pas eu de validation de la performance en fin d'exercice,
- les obligations convertibles émises le 20 avril 2009 (OCEANE 2009), soit 16 911 765 obligations, car la charge d'intérêt comptabilisée, nette d'impôts, soit 24 millions d'euros, est inférieure pour chaque obligation au résultat de base par action. Il est rappelé que ces obligations sont convertibles à tout moment et au plus tard le septième jour ouvré précédent le 1^{er} janvier 2014, date à laquelle elles sont remboursables au pair.

En revanche, sont considérées comme non dilutives :

- les options de souscription d'actions détenues par les membres du personnel car le cours moyen des actions ordinaires pendant la période est inférieur au prix d'exercice des options de souscription d'actions,
- les Bons de Souscription ou d'Acquisition d'Actions Remboursables (BSAAR), car le prix d'exercice de 34 euros augmenté du prix d'émission de 3,22 euros excède le cours moyen de marché de l'action Cap Gemini sur l'exercice 2012.

<i>en millions d'euros</i>	2010	2011	2012
Résultat net part du Groupe	280	404	370
Economies de frais financiers liées à la conversion des instruments de dettes nettes d'impôt ⁽¹⁾	37	23	24
Résultat net part du Groupe dilué	317	427	394
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	152 979 307	153 595 650	155 795 618
Prise en compte des :			
obligations convertibles OCEANE 2005 (nombre moyen pondéré)	11 810 809	-	-
obligations convertibles OCEANE 2009 (nombre moyen pondéré)	16 911 765	16 911 765	16 911 765
actions de performances ou attribuées gratuitement et pouvant être exercées	537 320	1 207 035	2 104 322
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	182 239 201	171 714 450	174 811 705
Résultat net dilué par action (en euros)	1,74	2,49	2,25

(1) Seule l'OCEANE 2009 ayant un effet dilutif est prise en considération.

NOTE 9 – CAPITAUX PROPRES

CARACTERISTIQUES DES INSTRUMENTS DE MOTIVATION ET ACTIONNARIAT SALARIE

A) PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé le 12 mai 2005 le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai de 38 mois des options donnant droit à la souscription d'actions.

Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les options en numéraire. Il est rappelé que dans l'hypothèse d'une publication par Euronext d'un avis de recevabilité d'une Offre Publique visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote de la Société, les titulaires d'options de souscription pourront, s'ils le souhaitent, lever aussitôt la totalité des options qui leur ont été consenties (ou le solde en cas de levée(s) partielle(s) déjà effectuée(s)).

Les principales caractéristiques de ce plan et les bases de calcul sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Plan 2005
Nombre total d'options pouvant être consenties	6 000 000
Date des premières attributions au titre de ce plan	1 ^{er} octobre 2005
Délai d'exercice des options à compter de leur date d'attribution (sur la base de tranches progressives)	5 ans
Prix de souscription en % de la moyenne des vingt séances de bourses précédant l'octroi	100%
Prix de souscription (par action et en euros) des différentes attributions en vigueur :	40,5
Nombre d'actions au 31 décembre 2011 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	1 715 500
Nombre de nouvelles options consenties au cours de l'exercice	Plan terminé ⁽¹⁾
Nombre d'options forcloses ou annulées en 2012	1 576 000
Nombre d'options exercées en 2012	0
Nombre d'actions au 31 décembre 2012 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	139 500 ⁽¹⁾
Durée de vie moyenne pondérée résiduelle (en années)	0,42

(1) Dernière attribution faite le 1^{er} juin 2008 au prix de 40,5 euros.

Synthèse	Plan 2005				
Dates des attributions	1 ^{er} octobre 2005	1 ^{er} octobre 2006	1 ^{er} avril 2007	1 ^{er} octobre 2007	1 ^{er} juin 2008
Nombres d'actions attribuées à l'origine	1 915 500	2 067 000	400 000	1 932 500	219 000
<i>Dont à des dirigeants mandataires sociaux</i>	<i>50 000</i>	<i>50 000</i>	-	-	-
Prix de souscription (par action et en euros) des différentes attributions en vigueur	30	43	55	44	40,5
Prix de l'action à la date d'attribution	32,59	41,84	57	42,98	43,37
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2012	1 295 306	1 100	-	-	-
Principales conditions de marché à la date d'attribution :					
<i>Volatilité</i>	<i>27,4-29,4%</i>	<i>32,4-35,9%</i>	<i>31,7-32,7%</i>	<i>34,8-35,7%</i>	<i>41,2-42,3%</i>
<i>Durée de vie moyenne d'exercice de l'option (années)</i>	<i>3-4,25</i>	<i>3-4,25</i>	<i>3-4,25</i>	<i>3-4,25</i>	<i>3-4,25</i>
<i>Taux d'intérêt sans risque</i>	<i>2,3-2,7%</i>	<i>3,55-3,58%</i>	<i>4,14-4,15%</i>	<i>4,09-4,14%</i>	<i>4,26-4,35%</i>
<i>Taux de dividendes attendu</i>	<i>1%</i>	<i>1%</i>	<i>1,50%</i>	<i>1,50%</i>	<i>2,30%</i>
Conditions hors marché :					
<i>Présence effective à la date d'exercice</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>
<i>Autres</i>	<i>non</i>	<i>non</i>	<i>non</i>	<i>non</i>	<i>non</i>
Modèle de valorisation utilisé pour déterminer la juste valeur des options	Modèle Black & Scholes				
Fourchette des justes valeurs en euros	7,6-9,4	10,7-11,7	14,5-17,1	10,6-12,6	13,5-15,3
Nombre d'actions au 31 décembre 2012 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	-	-	-	-	139 500

B) PLANS D'ATTRIBUTION D' ACTIONS DE PERFORMANCE

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé, le 17 avril 2008, le 30 avril 2009 puis le 24 mai 2012, le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai maximum de 12 mois pour le premier plan et de 18 mois pour le deuxième plan et le troisième plan, des actions sous condition de performance et de présence. Le 5 mars 2009, le 1^{er} octobre 2010 puis le 12 décembre 2012, le Conseil d'Administration a arrêté les modalités et la liste des personnes bénéficiaires des trois plans.

Les principales caractéristiques de ces plans sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Présentation de synthèse	Plan 2009	Plan 2010	Plan 2012
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	1% du capital à la date de la décision du Conseil d'Administration soit 1 458 860 actions au maximum	1% du capital à la date de la décision du Conseil d'Administration soit 1 557 703 actions au maximum	1,5% du capital à la date de la décision du Conseil d'Administration soit 2 426 555 actions au maximum
Nombre total d'actions attribuées	1 148 250 ⁽¹⁾	1 555 000 ⁽⁴⁾	1 003 500 ⁽⁷⁾
Date de la décision du Conseil d'Administration	5 mars 2009	1 ^{er} octobre 2010	12 décembre 2012
Période d'évaluation de la mesure de la performance	Au terme de la première année et au terme de la seconde année suivant la date d'attribution	Au terme de la première année et au terme de la seconde année suivant la date d'attribution	Au terme de la première année civile et au terme de la seconde année civile suivant la date d'attribution
Durée de la période d'acquisition au terme de laquelle l'attribution est définitive	2 ans à compter de la date d'attribution (France) ou 4 ans (international)	2 ans à compter de la date d'attribution (France) ou 4 ans (international)	2 ans et 1/2 mois à compter de la date d'attribution (France) ou 4 ans et 1/2 mois (international)
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'acquisition définitive (France uniquement)	2 ans, ou 5 ans en cas de départ du Groupe dans les deux années suivant l'acquisition définitive	2 ans, ou 5 ans en cas de départ du Groupe dans les deux années suivant l'acquisition définitive	4 ans
Nombre d'actions au 31 décembre 2011 pouvant être définitivement attribuées sur des actions précédemment consenties sous réserve de la réalisation des conditions fixées (performance et présence) <i>Dont mandataires sociaux</i>	311 625 - ⁽²⁾	1 458 000 - ⁽⁵⁾	- -
Nombre d'actions sous condition de performance et de présence attribuée au cours de l'exercice 2012 <i>Dont mandataires sociaux</i>	- 0	- 0	1 003 500 50 000 ⁽⁷⁾
Nombre d'actions forcloses ou annulées au cours de l'exercice	22 125	483 871	-
Nombre d'actions définitivement attribuées au 31 décembre 2012	-	350 509	-
Nombre d'actions au 31 décembre 2012 pouvant être définitivement attribuées sur des actions précédemment consenties sous réserve de la réalisation des conditions fixées (performance et présence)	289 500 ⁽³⁾	623 620 ⁽⁶⁾	1 003 500
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	23,3	37,16	33,15
Principaux paramètres de marché à la date d'attribution :			
<i>Volatilité</i>	42,70%	42,80%	25,80%
<i>Taux d'intérêt sans risque</i>	1,40%	1,67%	0,35% - 0,98%
<i>Taux de dividendes attendus</i>	3,00%	3,00%	3,00%
Autres conditions :			
<i>Condition de performance</i>	<i>Oui (cf. détail ci-après)</i>	<i>Oui (cf. détail ci-après)</i>	<i>Oui (cf. détail ci-après)</i>
<i>Présence effective à la date d'acquisition</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>
Modèle de valorisation utilisé pour déterminer la juste valeur des actions	- Monte Carlo pour actions de performance - Black & Scholes pour actions attribuées gratuitement	- Monte Carlo pour actions de performance avec conditions externes (de marché) - Black & Scholes pour actions attribuées sans condition ou avec condition de performance interne	- Monte Carlo pour actions de performance avec conditions externes (de marché)
Fourchette des justes valeurs en euros :			
<i>Actions attribuées gratuitement (par action et en euros)</i>	20,7 - 21,9	32,32 - 32,96	n/a
<i>Actions de performance (par action et en euros) dont mandataires sociaux</i>	16,51 - 17,53 17,53	21,54 - 21,97 n/a	14,35 - 28,67 17,92

- (1) Dont 64 750 actions attribuées sans condition de performance (5,6% du total) dans le respect de la résolution (autorisation de 15% maximum),
(2) Pas d'actions sous condition de performance actuellement en cours,
(3) Montant correspondant au solde du plan « étranger » attribuable au 5 mars 2013 sous réserve des conditions de présence,
(4) Dont 124 000 actions attribuées sans conditions de performance (8% du total) dans le respect de la résolution (autorisation de 15% maximum),
(5) Pas d'actions de performance attribuées en 2010.
(6) Montant correspondant au solde du plan « étranger » attribuable en octobre 2014 sous réserve des conditions de présence,
(7) Attribution sous conditions de performance uniquement.

Modalités relatives à la condition de performance du plan 2009

Le nombre exact d'actions octroyé aux bénéficiaires au terme de la période d'acquisition est égal au nombre d'actions maximum attribué initialement, multiplié par un pourcentage (compris entre 0 % et 100 %) correspondant à la performance choisie comme instrument de mesure.

La performance conditionnant l'octroi définitif des actions est celle réalisée par l'action Cap Gemini pendant les deux premières années, comparée à la performance moyenne, réalisée sur cette même période, par un panier de 10 valeurs cotées représentatives du même secteur d'activité, et appartenant au moins à 5 pays dans lesquels le Groupe a une présence significative.

L'attribution définitive est fonction de la performance relative de l'action Cap Gemini par rapport à celle du panier de sociétés comparables. L'attribution définitive selon la période :

- s'élève à 60 % de l'attribution initiale pour une performance relative de 90 %,
- varie linéairement entre 60 % et 100 % en fonction de l'évolution de la performance et selon un tableau prédéterminé si cette performance relative est comprise entre 90 % et 110 %,
- s'élève à 100 % de l'attribution initiale si cette performance est supérieure ou égale à 110 %.

Le calcul définitif a abouti à une attribution de 50% des actions sous condition de performance initialement attribuées (y compris les actions attribuées sous seule condition de présence) soit un nombre maximum de 534 750 actions consenties dont 489 750 actions pourront finalement être attribuées.

Modalités relatives à la condition de performance du plan 2010

En conformité avec la recommandation de l'AMF du 8 décembre 2009, relative à l'inclusion d'une condition de performance interne et d'une condition de performance externe dans le cadre d'attribution d'actions de performance, le Conseil d'Administration a décidé d'ajouter à la condition externe initialement prévue une condition interne.

Condition de performance externe :

En ce qui concerne les modalités de calcul de la condition de performance externe, celles-ci sont identiques à celles du premier plan à l'exception des seuils d'attribution qui ont été renforcés par rapport au premier plan et de ce fait :

- il n'y a pas d'attribution si la performance de l'action Cap Gemini pendant la période considérée est inférieure à 90% de la performance du panier sur cette même période,
- l'attribution définitive :
 - s'élève à 40% de l'attribution initiale si cette performance relative est d'au moins 90%,
 - s'élève à 60% de l'attribution initiale si cette performance relative est de 100%,
 - varie linéairement entre 40% et 60% et entre 60% et 100% de l'attribution initiale en fonction de l'évolution de la performance et selon un tableau prédéterminé si cette performance relative se situe entre 90% et 100% d'une part et entre 100% et 110% d'autre part,
 - s'élève à 100% de l'attribution initiale, si cette performance relative est supérieure ou égale à 110%,

Dans ces conditions si l'action Cap Gemini performe comme le panier d'actions comparables, l'attribution ne sera que de 60% des actions possibles contre 80% dans le premier plan.

La condition de performance externe compte pour 70% dans le calcul de l'attribution.

Le calcul réalisé au titre de la période concernée abouti à la date de livraison des titres, à l'attribution au titre de la condition de performance externe de 55% du montant maximum initialement défini sur la partie externe.

La juste valeur des actions sous condition de performance externe a fait l'objet d'une décote déterminée selon le modèle Monte Carlo ainsi que d'une décote d'incessibilité pour les actions octroyées en France.

Condition de performance interne :

En ce qui concerne les modalités de calcul de la condition de performance interne, celles-ci reposent sur la progression de la marge opérationnelle audité et publiée de l'année 2011 du groupe Capgemini par rapport à la marge opérationnelle de l'année 2010 à taux de change et périmètre constants.

Le calcul de la performance a donc été réalisé après l'arrêté des comptes de l'exercice 2011, en comparant le pourcentage de progression de la marge opérationnelle 2011 audité et publiée, par rapport à la marge opérationnelle de l'année 2010 audité et publiée à taux de change et périmètre constants. En fonction du pourcentage de progression ainsi calculé :

- Il n'y aurait eu aucune attribution au titre de la condition de performance interne, si la progression de la marge opérationnelle ainsi calculée s'était révélée inférieure à 12%,
- l'attribution définitive :
 - se serait élevée à 40% de l'attribution interne initiale pour une progression se situant entre 12% et 13,5%,
 - se serait élevée à 60% de l'attribution interne initiale pour une progression se situant entre 13,5% et 15%,
 - se serait élevée à 100% de l'attribution interne initiale pour une progression supérieure ou égale à 15%,

La condition de performance interne compte pour 30% dans le calcul de l'attribution.

La progression de la marge opérationnelle observée entre les deux exercices à taux de change et périmètre constants s'est élevée à 15,6%. De ce fait, l'attribution au titre de la performance interne sera à la date de livraison des titres de 100% du montant initialement défini sur la partie interne.

Modalités relatives à la condition de performance du plan 2012

Les conditions de performance externes et internes s'appliquent et sont les suivantes :

Condition de performance externe :

Les modalités de calcul sont similaires à celles du second plan (plan 2010).

La condition externe représente 50% du montant total attribué.

Condition de performance interne :

Les modalités reposent sur la génération de « Free Cash Flow » organique sur une période de 3 ans couvrant les années 2012 à 2014. Ainsi,

- Il n'y aura aucune attribution au titre de la condition de performance interne, si la progression du « Free Cash Flow » organique sur la période de référence n'atteint pas le montant cumulé de 750 millions d'euros,
- l'attribution définitive s'élèverait à 100% de l'attribution interne initiale pour une génération de « Free Cash Flow » organique supérieure ou égale à 1 milliard d'euros.

La juste valeur des actions sous condition de performance interne est prise en compte selon une hypothèse de réalisation établie à 100% qui fera l'objet d'un ajustement éventuel en fonction de la réalisation effective de ladite condition à laquelle est appliquée une décote d'incessibilité pour les actions octroyées aux bénéficiaires Français.

La condition interne représente 50% du montant total attribué.

C) PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé le 24 mai 2012, le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai maximum de 18 mois des actions sous condition unique de présence. Cette autorisation a fait l'objet d'une utilisation partielle, dont les modalités ainsi que la liste des bénéficiaires (salariés membre de l'UES, Unité Economique et Sociale de Capgemini en France) ont été arrêtées par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2012.

Les principales caractéristiques de ce plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Présentation de synthèse	Plan 2012
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	1,5% du capital à la date de la décision du Conseil d'Administration soit 2 336 554 actions au maximum dont 15% au maximum sans condition de performance
Nombre total d'actions effectivement attribuées	202 538 ⁽¹⁾
Date de la décision du Conseil d'Administration	25 juillet 2012
Période d'évaluation de la mesure de la condition d'attribution	condition de présence uniquement (présence effective à la date d'acquisition)
Durée de la période d'acquisition au terme de laquelle l'attribution est définitive	2 ans à compter de la date d'attribution (France uniquement) Plan démocratique
Nombre d'actions sous condition de présence attribuées au cours de l'exercice	202 538
Nombre d'actions forcloses ou annulées au cours de l'exercice	14 836
Nombre d'actions au 31 décembre 2012 pouvant être définitivement attribuées sur des actions précédemment consenties sous réserve de la réalisation des conditions fixées (performance et présence)	187 702
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	26,3
Principaux paramètres de marché à la date d'attribution :	
<i>Taux d'intérêt sans risque</i>	0,88%
<i>Taux de dividendes attendu</i>	3,00%
Juste valeur en euros (par actions) :	20,22

(1) Soit 8,6% du total maximum autorisé sans condition de performance, dans le respect de la résolution (autorisation de 15% maximum).

Cette opération qui a pour but de développer l'actionnariat salarié a permis à tous les salariés des sociétés françaises ayant un minimum de 3 mois d'ancienneté à la date d'attribution d'obtenir des actions qui leur permettront de devenir actionnaire de Cap Gemini au terme de la période d'acquisition. Plus de 20 000 collaborateurs ont été concernés par cette attribution qui représente un total de 202 538 actions avec une répartition du nombre d'actions différenciée en fonction du salaire annuel (4 catégories), les salaires les plus bas bénéficiant de 12 actions alors que les salaires les plus élevés bénéficiaient de 4 actions.

D) PLAN D'ACTIONNARIAT INTERNATIONAL SALARIE – ESOP 2012

Sur le fondement des 8^{ème} et 9^{ème} résolutions adoptées par l'Assemblée Générale des actionnaires le 26 mai 2011, le Groupe a mis en œuvre au second semestre 2012 un plan d'actionnariat salarié dénommé ESOP 2012. Ce plan était ouvert à tous les salariés des 19 pays où le Groupe exerce une activité permanente depuis plus de deux ans et dont l'effectif dépasse les 500 collaborateurs. Une condition minimale d'ancienneté dans le Groupe de trois mois, acquise de manière consécutive ou non à compter du 1^{er} janvier 2012, était requise à la date du 30 août 2012 pour pouvoir bénéficier du plan d'actionnariat salarié. Ce plan à effet de levier offrait aux salariés la possibilité de souscrire à un cours préférentiel décoté et, par l'intermédiation d'une banque sécurisant et complétant le financement de l'investissement du salarié de telle sorte que le montant total investi représentait dix fois le montant de l'apport personnel du salarié, lui offrant ainsi une plus-value éventuelle plus importante que celle qui serait calculée uniquement sur la base de son apport personnel. En contrepartie, le salarié renonce à une partie de la hausse éventuelle des actions souscrites pour son compte, ainsi qu'aux dividendes et autres droits financiers qui peuvent être versés sur ces actions pendant toute la durée du plan. Par ailleurs, les actions sont indisponibles pour une durée de cinq ans (à l'exception des cas de déblocage anticipé prévus par la réglementation du plan en conformité avec la législation applicable).

Ce plan d'actionnariat salarié (ESOP 2012) est assorti d'une décote de 15%. Le prix de souscription fixé le 27 août 2012 par le Président Directeur Général en vertu de la délégation reçue du Conseil d'Administration s'établit à 25,76 euros et résulte de la moyenne des cours moyens de l'action Cap Gemini ajustés des volumes constatés sur les vingt jours de bourse précédant la décision du Président Directeur Général, à laquelle une décote de 15% est appliquée.

Le 27 septembre 2012, le Groupe a émis 6 000 000 actions nouvelles de 8 euros de nominal réservées à ses salariés représentant une augmentation de capital de 153 millions d'euros nette des frais d'émission (1,6 million d'euros). Il est à noter que M. Paul Hermelin a souscrit des actions Cap Gemini à hauteur de 44 460,49 euros par l'intermédiaire du Fonds Commun de Placement Entreprise Capgemini (FCPE).

Dans les pays où cette mise en œuvre d'un FCPE a été possible, la charge IFRS 2 est nulle car le coût d'incessibilité pour le participant est supérieur à la décote totale à la date d'attribution majorée du gain d'opportunité. La charge IFRS 2 résulte d'un mécanisme d'attribution de droits aux plus-values d'actions (Stock Appreciation Rights, SAR) pour les salariés des pays où la mise en œuvre du levier au moyen d'un FCPE ou directement au nom des salariés, n'a pas été possible ou pertinente.

Il convient aussi de noter qu'une baisse de 0,5 point du taux de financement du salarié n'aurait pas d'incidence sur la charge IFRS 2 car le coût de l'incessibilité reste supérieur à la décote totale à la date d'attribution, il en est de même pour une hausse de 0,5 point de l'écart de volatilité du taux détail / taux institutionnel car le coût d'incessibilité est supérieur à la décote totale à la date d'attribution majorée du gain d'opportunité.

Le tableau ci-après présente les principales caractéristiques du plan d'actionnariat salarié ESOP 2012, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation (hors SAR) :

	Plan 2012
Caractéristiques du plan	
Date d'attribution	27 août 2012
Maturité du plan (en années)	5
Prix de référence (en euros)	30,3
Prix de souscription (en euros)	25,76
Décote faciale (en %)	15,00%
(a) Décote totale à la date d'attribution (en %)	12,88%
Montant souscrit par les salariés (en millions d'euros)	15,5
Montant global souscrit (en millions d'euros)	154,6
Nombre total d'actions souscrites	6 000 000
Hypothèses de valorisation	
Taux de financement des salariés	6,66%
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans	0,97%
Taux de prêt ou d'emprunt des titres (repo)	1,00%
Ecart de volatilité du taux détail / Taux institutionnel	5,60%
(b) Coût d'incessibilité pour le participant (en %)	25,77%
(c) Mesure du gain d'opportunité (en %)	2,37%
Coût global pour le Groupe (en %) (a-b+c) ⁽¹⁾	0%

(1) La charge est nulle car le coût d'incessibilité pour le participant est supérieur au montant de la décote totale à la date d'attribution majorée du gain d'opportunité.

E) BONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACQUISITION D' ACTIONS REMBOURSABLES (BSAAR) (RAPPEL 2009)

Au cours de l'exercice 2009, 2 999 000 BSAAR ont été souscrits par des salariés et mandataires sociaux du Groupe (au prix de 3,22 euros par BSAAR). La période d'exercice s'étale de la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris jusqu'au septième anniversaire de leur date d'émission. La cotation des BSAAR interviendra à compter du 23 juillet 2013. Entre le 23 juillet 2009 et la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris, les BSAAR ne sont ni exerçables ni cessibles sauf exceptions prévues au contrat d'émission (notamment en cas d'offre publique sur Cap Gemini). Cette émission a fait l'objet d'une note d'opération visée par l'AMF en date du 14 mai 2009 sous le N°09-140.

INCIDENCES DES INSTRUMENTS DE MOTIVATION ET ACTIONNARIAT SALARIE

La charge reconnue en « Autres charges opérationnelles » au titre des instruments de motivation et actionnariat salarié décrits ci-dessus (y compris charges sociales et contributions patronales) et la charge restante à répartir se détaillent comme suit :

en millions d'euros	note	2010		2011		2012	
		Montant	reste à amortir	Montant	reste à amortir	Montant	reste à amortir
Plans d'options de souscription d'actions		7	2	1	1	1	-
Plans d'attribution d'actions de performance		9	38	16	25	15	27
Plans d'attribution d'actions gratuites		-	-	-	-	1	2
Plan d'actionnariat Salarié - ESOP		-	-	-	-	1	-
Charges liées aux souscriptions d'actions, aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions	5	16	40	17	26	18	29

ACTIONS PROPRES ET GESTION DU CAPITAL ET DES RISQUES DE MARCHE

Le Groupe ne détient pas d'actions dans le cadre de ses placements et ne détient pas de participation en actions cotées en bourse.

En revanche, dans le cadre de ses programmes de rachat d'actions, le Groupe détient au 31 décembre 2012 :

- 202 944 de ses propres actions suite à la mise en œuvre d'un contrat de liquidité (dont la ligne de liquidité associée s'élève à 7 millions d'euros), dans le cadre du programme de rachat d'actions ayant fait l'objet d'un descriptif publié le 19 mai 2012,
- 1 448 741 de ses propres actions, représentant 0,9% du capital au 31 décembre 2012, acquises entre le 17 et le 25 janvier 2008, à un cours moyen de 34,48 euros, soit une diminution de 351 009 actions par rapport au 31 décembre 2011 suite à leurs remises aux bénéficiaires d'actions de performance dans le cadre du plan d'attribution 2010,
- 920 098 de ses propres actions, représentant 0,6% du capital, acquises le 27 décembre 2012 dans le cadre d'un contrat d'achat à terme d'actions mis en place le 21 novembre 2012 pour une contre-valeur de 30 millions d'euros et qui ont vocation à être annulées,

auxquelles il convient d'ajouter 151 223 de ses propres actions détenues dans le cadre du dispositif contractuel de rétention concernant le personnel-clé des activités conseil américaines d'Ernst & Young ayant rejoint le Groupe en 2000.

Au 31 décembre 2012, la valeur des actions propres portée en déduction des capitaux propres consolidés de l'exercice s'élève à 92 millions d'euros.

Eu égard au nombre limité d'actions auto-détenues, le Groupe n'est pas exposé à un risque action significatif. Par ailleurs, la valeur des actions auto-détenues étant déduite des capitaux propres, les variations du cours de l'action sont sans incidence sur le compte de résultat consolidé.

La gestion du capital du Groupe vise à maintenir une base de capital solide en vue de soutenir le développement continu des affaires, servir un rendement aux actionnaires, et ce, compte tenu d'une politique prudente de recours à l'endettement, avec le ratio d'endettement comme principal indicateur. A noter que le Groupe est en situation de trésorerie nette positive pour les exercices clos le 31 décembre 2012, 2011 et 2010. Pour préserver ou piloter la structure de son capital, le Groupe a la possibilité d'émettre de nouvelles actions, de racheter ses propres actions ou d'ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires.

RISQUE DE CHANGE ET ECARTS DE CONVERSION DES COMPTES DE FILIALES AYANT UNE DEVISE FONCTIONNELLE DIFFERENTE DE L'EURO

S'agissant des risques liés à la conversion des comptes en devises des filiales consolidées, les comptes du Groupe peuvent être impactés en particulier par l'évolution de la livre sterling et du dollar américain contre l'euro, le Royaume-Uni et les Etats-Unis représentant une part importante de l'activité du Groupe (respectivement 20% et 17% du chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2012). L'impact négatif sur les réserves de conversion résulte principalement de la dépréciation du dollar américain contre l'euro au cours de l'exercice 2012.

Le Groupe a pour politique de ne pas couvrir les risques liés à la conversion des comptes en devises des filiales consolidées ayant une devise fonctionnelle différente de l'euro. Les principaux taux de change utilisés pour la préparation des états financiers sont présentés en Note 1-B – Principes comptables : Conversion des états financiers.

NOTE 10 – ECARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>en millions d'euros</i>	Ecarts d'acquisition	Relations clients	Licences et logiciels	Autres actifs incorporels	Total
VALEURS BRUTES					
Au 1^{er} janvier 2010	2 800	131	125	162	3 218
Ecarts de conversion	122	9	7	3	141
Acquisitions / Augmentations	-	-	16	4	20
Développements internes	-	-	-	7	7
Cessions / Diminutions	-	(28)	(4)	(10)	(42)
Regroupements d'entreprises	330	52	31	16	429
Autres mouvements	(1)	-	(2)	-	(3)
Au 31 décembre 2010	3 251	164	173	182	3 770
Ecarts de conversion	25	(2)	(3)	-	20
Acquisitions / Augmentations	-	-	22	-	22
Développements internes	-	-	-	6	6
Cessions / Diminutions	-	-	(15)	(4)	(19)
Regroupements d'entreprises	547	9	22	5	583
Autres mouvements	(4)	2	-	3	1
Au 31 décembre 2011	3 819	173	199	192	4 383
Ecarts de conversion	(33)	(6)	(3)	1	(41)
Acquisitions / Augmentations	11	-	27	7	45
Développements internes	-	-	-	21	21
Cessions / Diminutions	-	-	(7)	-	(7)
Regroupements d'entreprises	(44)	45	3	14	18
Autres mouvements	-	-	5	(1)	4
Au 31 décembre 2012	3 753	212	224	234	4 423
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS ⁽¹⁾					
Au 1^{er} janvier 2010	50	65	101	136	352
Ecarts de conversion	-	3	6	2	11
Dotations aux amortissements et dépréciations	-	20	18	10	48
Sorties	-	(28)	(4)	(8)	(40)
Regroupements d'entreprises	-	-	20	10	30
Autres mouvements	-	-	(1)	-	(1)
Au 31 décembre 2010	50	60	140	150	400
Ecarts de conversion	-	1	(2)	-	(1)
Dotations aux amortissements et dépréciations	-	25	21	9	55
Sorties	-	-	(14)	(4)	(18)
Regroupements d'entreprises	-	-	18	2	20
Autres mouvements	1	-	-	4	5
Au 31 décembre 2011	51	86	163	161	461
Ecarts de conversion	-	(3)	(3)	2	(4)
Dotations aux amortissements et dépréciations	-	33	26	14	73
Sorties	-	-	(5)	-	(5)
Regroupements d'entreprises	-	-	-	1	1
Autres mouvements	-	-	3	-	3
Au 31 décembre 2012	51	116	184	178	529
VALEURS NETTES					
Au 31 décembre 2010	3 201	104	33	32	3 370
Au 31 décembre 2011	3 768	87	36	31	3 922
Au 31 décembre 2012	3 702	96	40	56	3 894

(1) Les écarts d'acquisition sont uniquement soumis à dépréciation.

En 2012 l'évolution des écarts d'acquisition s'explique principalement par la finalisation de l'allocation des prix d'acquisition relatifs aux acquisitions de 2011 en relations clients et/ou autres actifs incorporels et aux écarts de conversion.

NOTE 11 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>en millions d'euros</i>	Terrains, constructions agencements	Matériels informatiques	Autres actifs corporels	Total
VALEURS BRUTES				
Au 1^{er} janvier 2010	459	423	132	1 014
Ecarts de conversion	14	22	10	46
Acquisitions / Augmentations	66	80	23	169
Cessions / Diminutions	(16)	(105)	(4)	(125)
Regroupements d'entreprises	34	89	15	138
Autres mouvements	(23)	(5)	12	(16)
Au 31 décembre 2010	534	504	188	1 226
Ecarts de conversion	(6)	(10)	(10)	(26)
Acquisitions / Augmentations	53	111	26	190
Cessions / Diminutions	(10)	(44)	(5)	(59)
Regroupements d'entreprises	25	38	8	71
Autres mouvements	(3)	5	(10)	(8)
Au 31 décembre 2011	593	604	197	1 394
Ecarts de conversion	(5)	(9)	(5)	(19)
Acquisitions / Augmentations	39	100	37	176
Cessions / Diminutions	(21)	(72)	(20)	(113)
Regroupements d'entreprises	-	-	-	-
Autres mouvements	(1)	(13)	1	(13)
Au 31 décembre 2012	605	610	210	1 425
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS				
Au 1^{er} janvier 2010	200	295	98	593
Ecarts de conversion	5	16	5	26
Dotations aux amortissements et dépréciations	41	74	14	129
Sorties	(14)	(94)	(4)	(112)
Regroupements d'entreprises	12	82	7	101
Autres mouvements	(14)	(3)	7	(10)
Au 31 décembre 2010	230	370	127	727
Ecarts de conversion	-	(9)	(5)	(14)
Dotations aux amortissements et dépréciations	44	72	17	133
Sorties	(8)	(42)	(4)	(54)
Regroupements d'entreprises	19	30	5	54
Autres mouvements	(1)	1	1	1
Au 31 décembre 2011	284	422	141	847
Ecarts de conversion	(1)	(8)	(2)	(11)
Dotations aux amortissements et dépréciations	50	86	19	155
Sorties	(19)	(64)	(18)	(101)
Regroupements d'entreprises	-	-	-	-
Autres mouvements	-	(7)	-	(7)
Au 31 décembre 2012	314	429	140	883
VALEURS NETTES				
Au 31 décembre 2010	304	134	61	499
Au 31 décembre 2011	309	182	56	547
Au 31 décembre 2012	291	181	70	542

Immobilisations corporelles détenues en location-financement

VALEURS NETTES (en millions d'euros)	2010	2011	2012
Au 1er Janvier	153	157	183
Ecart de conversion	3	1	-
Acquisitions / Augmentations	49	60	41
Cessions / Diminutions	(6)	(1)	(3)
Dotations aux amortissements et dépréciations	(45)	(39)	(44)
Regroupements d'entreprises	4	6	-
Autres mouvements	(1)	(1)	(5)
Au 31 décembre	157	183	172

NOTE 12 – TESTS DE DEPRECIATION D'ACTIFS

ECARTS D'ACQUISITION PAR UNITE GENERATRICE DE TRESORERIE

Les unités génératrices de trésorerie retenues par le Groupe correspondent à des zones géographiques représentatives des grands marchés du Groupe, axes principaux de développement et d'investissement stratégiques.

En millions d'euros	31 décembre 2010			31 décembre 2011			31 décembre 2012		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable
Amérique du Nord	599	(6)	593	636	(6)	630	624	(6)	618
France	658	(1)	657	1 086	(2)	1 084	1 042	(2)	1 040
Royaume-Uni et Irlande	515	-	515	533	-	533	541	-	541
Benelux	796	(12)	784	800	(12)	788	798	(12)	786
Europe du Sud & Amérique Latine	270	-	270	289	-	289	261	-	261
Pays nordiques	158	-	158	162	-	162	164	-	164
Allemagne et Europe Centrale	214	(31)	183	258	(31)	227	257	(31)	226
Asie Pacifique	41	-	41	55	-	55	66	-	66
Ecarts d'acquisition	3 251	(50)	3 201	3 819	(51)	3 768	3 753	(51)	3 702

Dans le cadre du contrôle de la valeur de ces écarts d'acquisition, un test de dépréciation a été mené au 31 décembre 2012 en application de la procédure mise en place par le Groupe.

En ce qui concerne l'évaluation de la valeur d'utilité, celle-ci est fondée sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés et les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

- nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés : cinq ans, sur la base des données issues du processus budgétaire pour la première année, des données issues du plan stratégique à trois ans pour les deux années suivantes, et d'une extension de ce même plan pour les années résiduelles,
- taux de croissance à long terme utilisé pour projeter à l'infini les flux de trésorerie de la dernière année estimée : 2,1% (2,1% en 2011) et 4,0% pour le Brésil (4,0% en 2011),
- taux d'actualisation : 8,7% pour l'Amérique du Nord, 8,9% pour le Royaume-Uni, 12,0% pour le Brésil et 9,8% pour le reste du Groupe (respectivement 8,0%, 8,1%, 13,0% et 9,5%, en 2011).

Le taux de croissance à long terme et les taux d'actualisation du Groupe résultent d'une moyenne des estimations d'un échantillon représentatif de bureaux d'analyse financière qui utilisent ces indicateurs pour valoriser le Groupe. En 2012, et à l'exception du Brésil, le Groupe a utilisé les estimations de 11 bureaux d'analystes, dont 9 faisaient partie de la sélection des 11 bureaux d'analystes retenue en 2011. L'évolution des taux d'actualisation résulte de celle des trois composantes utilisées pour le calculer : les taux sans risque, la prime de risque, et à la volatilité du cours de l'action Cap Gemini aux variations de son marché de cotation (« bêta »).

Le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit au 31 décembre 2012 à la reconnaissance de perte de valeur.

Par ailleurs, une analyse de sensibilité du calcul à une variation conjointe des paramètres suivants :

- +/- 2 points de taux de croissance du chiffre d'affaires sur les 5 premières années,
- +/- 1 point du taux de marge opérationnelle sur les 5 premières années,
- +/- 0,5 point du taux d'actualisation,
- +/- 0,5 point du taux de croissance à long terme,

n'a pas mis en évidence de valeur recouvrable inférieure à la valeur comptable de chacune des unités génératrices de trésorerie.

NOTE 13 – IMPOTS DIFFERES

IMPOTS DIFFERES RECONNUS

VARIATION DES IMPOTS DIFFERES ACTIFS

<i>en millions d'euros</i>	Notes	Déficits fiscaux reportables hors Etats-Unis	Ecarts d'acquisitions amortissables et déficits fiscaux américains	Provisions pour retraites et engagements assimilés	Autres différences temporelles déductibles	Total impôts différés actifs
Au 1^{er} janvier 2010		537	115	141	94	887
Regroupements d'entreprises		7	-	-	1	8
Ecarts de conversion		3	8	8	4	23
Impôts différés constatés en compte de résultat	7	(45)	-	(9)	2	(52)
Impôts différés constatés en produits et charges comptabilisés en capitaux propres		-	-	26	(1)	25
Au 31 décembre 2010		502	123	166	100	891
Regroupements d'entreprises		1	-	1	-	2
Ecarts de conversion		-	9	5	(2)	12
Impôts différés constatés en compte de résultat	7	(34)	76	(3)	(8)	31
Impôts différés constatés en produits et charges comptabilisés en capitaux propres		-	-	70	14	84
Au 31 décembre 2011		469	208	239	104	1 020
Ecarts de conversion		-	(4)	1	(1)	(4)
Impôts différés constatés en compte de résultat	7	(28)	-	(2)	34	4
Impôts différés constatés en produits et charges comptabilisés en capitaux propres		-	-	52	(13)	39
Au 31 décembre 2012		441	204	290	124	1 059

Impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables hors Etats-Unis :

Les déficits fiscaux reportables reconnus (hors Etats-Unis) s'élèvent au 31 décembre 2012 à 441 millions d'euros. Ils incluent 385 millions d'euros dans le cadre de l'intégration fiscale en France.

Impôts différés actifs américains sur écart d'acquisition amortissable et déficits fiscaux :

Il est rappelé que l'apport en 2000 des activités conseil américaines d'Ernst & Young donne lieu à un amortissement fiscal sur 15 ans de la différence entre le prix d'acquisition de ces activités et la valeur fiscale des actifs et passifs acquis. Depuis 2000, la dotation à cet amortissement a ainsi été déduite chaque année des résultats fiscaux américains, le déficit annuel étant reportable sur une durée de 20 ans.

Au 31 décembre 2012, le montant cumulé des déficits fiscaux américains, incluant les dotations aux amortissements évoquées ci-dessus, s'élève à 2 675 millions d'euros (3 529 millions de dollars américains).

Ces déficits fiscaux reportables ne comprennent pas les amortissements futurs fiscalement déductibles qui s'élèvent à 468 millions d'euros (617 millions de dollars américains).

La valeur de l'actif d'impôt différé reconnu reste inchangée au 31 décembre 2012 par rapport au 31 décembre 2011 et s'établit à 204 millions d'euros (269 millions de dollars américains).

Le montant d'impôt différé non reconnu au 31 décembre 2012 s'élève à 1 022 millions d'euros (1 348 millions de dollars américains) constitués :

- des impôts différés potentiels sur l'ensemble des déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2012 soit une base de 2 675 millions d'euros (3 529 millions de dollars américains) à retenir au taux de 39%,
- des impôts différés potentiels sur les amortissements futurs de l'écart d'acquisition évoqué ci-dessus, soit une base de 468 millions d'euros (617 millions de dollars américains) à retenir au taux de 39%,
- et diminués des impôts différés actifs reconnus au 31 décembre 2012, soit 204 millions d'euros (269 millions de dollars américains).

VARIATION DES IMPOTS DIFFERES PASSIFS

<i>en millions d'euros</i>	Notes	Ecarts d'acquisition fiscalement déductibles	Relations clients	Coût amorti des obligations	Autres différences temporelles imposables	Total impôts différés passifs
Au 1^{er} janvier 2010		49	20	20	64	153
Regroupements d'entreprises		-	17	-	1	18
Ecarts de conversion		2	1	-	4	7
Impôts différés constatés en compte de résultat	7	-	(5)	(9)	15	1
Impôts différés constatés en produits et charges comptabilisés en capitaux propres		-	-	-	(1)	(1)
Au 31 décembre 2010		51	33	11	83	178
Regroupements d'entreprises		-	1	-	-	1
Ecarts de conversion		1	-	-	(1)	-
Impôts différés constatés en compte de résultat	7	(2)	(8)	(1)	14	3
Impôts différés constatés en produits et charges comptabilisés en capitaux propres		-	-	-	1	1
Au 31 décembre 2011		50	26	10	97	183
Regroupements d'entreprises		-	17	-	4	21
Cessions et autres mouvements ⁽¹⁾		-	-	-	(24)	(24)
Ecarts de conversion		(1)	(2)	-	1	(2)
Impôts différés constatés en compte de résultat	7	1	(10)	(5)	-	(14)
Impôts différés constatés en produits et charges comptabilisés en capitaux propres		-	-	-	(1)	(1)
Au 31 décembre 2012		50	31	5	77	163

(1) Y compris un montant négatif de 29 millions d'euros relatif à la cession de Capgemini Reinsurance Company S.A.

IMPOTS DIFFERES ACTIFS NON RECONNUS

Au 31 décembre (<i>en millions d'euros</i>)	2010	2011	2012
Impôts différés sur déficits fiscaux reportables hors Etats-Unis	318	196	238
Impôts différés américains sur écart d'acquisition amortissable et déficits fiscaux reportables	1 053	1 063	1 022
Impôts différés sur autres différences temporelles	135	133	170
Impôts différés actifs non reconnus	1 506	1 392	1 430

ECHEANCIER DES DEFICITS FISCAUX REPORTABLES (EN BASE)

Au 31 décembre (<i>en millions d'euros</i>)	2010		2011		2012	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
n+1	11	-	12	-	3	-
n+2	11	-	11	-	4	-
n+3	5	-	1	-	8	-
n+4	7	-	9	-	14	-
n+5	30	1	13	1	20	1
Plus de 5 ans	4 544	99	4 601	99	4 744	99
Déficits fiscaux reportables (en base)	4 608	100	4 647	100	4 793	100

NOTE 14 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2010	2011	2012
Titres de sociétés mises en équivalence		-	-	3
Titres de sociétés non consolidées		1	4	1
Dépôts, créances et investissements à long terme		88	74	68
Instruments dérivés	19	5	-	1
Excédents de couverture sur régimes de retraites	20	3	-	-
Divers		18	41	25
Autres actifs non courants		115	119	98

En 2012, les titres de sociétés mises en équivalence concernent la société O2C Pro LLC (3 millions d'euros) acquis par Capgemini Technologies LLC dans le cadre de l'acquisition des activités de Vengroff, Williams and Associates en 2011. Cette société n'était précédemment pas consolidée.

Les dépôts et autres créances à long terme comprennent principalement des dépôts et cautionnements relatifs aux locations et des prêts « aides à la construction » en France, auxquels viennent s'ajouter des comptes séquestres en garantie de litiges sociaux et fiscaux chez CPM Braxis.

NOTE 15 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2010	2011	2012
Clients	1 447	1 710	1 543
Provisions pour créances douteuses	(14)	(11)	(12)
Factures à émettre	821	871	900
Clients et comptes rattachés hors coûts capitalisés sur projets	2 254	2 570	2 431
Coûts capitalisés sur projets	117	115	107
Clients et comptes rattachés	2 371	2 685	2 538

Le total des créances clients et factures à émettre, nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance, en nombre de jours de chiffre d'affaires annuel, s'analyse comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2010	2011	2012
Clients et comptes rattachés hors coûts capitalisés sur projets	2 254	2 570	2 431
Acomptes clients et produits constatés d'avance	(576)	(661)	(624)
Créances clients nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance	1 678	1 909	1 807
En nombre de jours de chiffre d'affaires annuel ⁽¹⁾	66	70	63

(1) En 2010 et 2011 ce ratio est ajusté afin de tenir compte des entrées de périmètre

Notons que sur l'exercice 2012, les sociétés Capgemini Technology Services S.A.S. et Capgemini America Inc. ont cédé sans recours à un établissement financier des créances pour des montants respectivement de 25 millions d'euros (identique à 2011) et 11 millions d'euros (15 millions de dollars américains).

Ayant été cédées avec transfert du risque de crédit au sens d'IAS 39, ces créances ont été décomptabilisées du bilan au 31 décembre 2012.

ANTERIORITE DES CREANCES CLIENTS

Le faible taux de créances douteuses (0,7% au 31 décembre 2012) s'explique par le fait que l'essentiel de la facturation implique l'acceptation par le client des travaux réalisés.

Au 31 décembre 2012, le montant des créances clients pour lesquelles la date d'échéance de paiement est dépassée s'élève à 466 millions d'euros représentant 30,5 % des créances clients nettes et se détaille comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	> 30 jours		
	< 30 jours	et < 90 jours	> 90 jours
Créances clients nettes	291	111	64
En pourcentage du poste clients nets de provisions	19,0%	7,2%	4,2%

Les créances pour lesquelles la date d'échéance de paiement est dépassée concernent des comptes clients qui font l'objet d'analyses et de suivis spécifiques.

RISQUE DE CREDIT

Le client le plus important du Groupe, qui est un organisme public britannique de premier rang, représente environ 9% du chiffre d'affaires du Groupe (9% en 2011 et 10% en 2010), le second seulement 2%. Les 10 premiers clients représentent ensemble 22% du chiffre d'affaires du Groupe. La solvabilité de ces grands clients et la grande dispersion des autres limitent les risques de crédit. Les activités des clients du Groupe peuvent être affectées par leur environnement économique ainsi que les créances correspondantes par voie de conséquence, mais le Groupe estime qu'aucun de ses clients, aucun des secteurs d'activité ni aucune des zones géographiques où il opère ne présente un risque d'irrecouvrabilité susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière d'ensemble du Groupe.

NOTE 16 – AUTRES CREANCES COURANTES

Au 31 décembre (<i>en millions d'euros</i>)	<i>Note</i>	2010	2011	2012
Organismes sociaux et taxes		126	171	162
Charges constatées d'avance		119	154	152
Instruments dérivés	19	22	12	6
Divers		39	33	31
Autres créances courantes		306	370	351

Au 31 décembre 2012, le poste « organismes sociaux et taxes » comprend 45 millions d'euros de créances de crédit d'impôt recherche en France (53 millions d'euros au 31 décembre 2011).

A noter que la partie des créances de crédit d'impôt recherche imputable sur l'impôt courant est constatée dans le poste impôts courants à l'actif pour 35 millions d'euros dans l'état consolidé de la situation financière.

Note 17 – Trésorerie nette

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Note	2010	2011	2012
Actifs de gestion de trésorerie		71	73	75
Placements à court terme		1 912	1 877	1 610
Banques		393	346	413
Instruments dérivés actifs (passifs) sur éléments de trésorerie		8	10	(1)
Découverts bancaires (passif)		(6)	(9)	(6)
Trésorerie	18	2 307	2 224	2 016
Emprunts obligataires		(1 001)	(1 036)	(1 053)
Dettes liées aux contrats de location-financement		(88)	(96)	(76)
Dettes bancaires ou assimilées		(8)	(2)	(2)
Autres dettes financières		(5)	(1)	-
Dettes financières à long terme		(1 102)	(1 135)	(1 131)
Emprunts obligataires		(24)	(422)	(22)
Dettes liées aux contrats de location-financement		(51)	(51)	(54)
Dettes bancaires ou assimilées		(85)	(209)	(15)
Autres dettes financières		(44)	(11)	(2)
Dettes financières à court terme		(204)	(693)	(93)
Dettes financières		(1 306)	(1 828)	(1 224)
Instruments dérivés sur dettes financières		(9)	(15)	5
Trésorerie nette		1 063	454	872

ACTIFS DE GESTION DE TRESORERIE

Il s'agit de contrats de capitalisation auprès de sociétés d'assurance (Generali et AG2R la mondiale). Ces contrats sont résiliables par la Société à tout moment sans pénalités.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Au 31 décembre 2012, les équivalents de trésorerie sont principalement composés de fonds communs de placement, de SICAV, de certificats de dépôts, et de dépôts à terme bancaires, rémunérés à des conditions normales de marché.

DETTE FINANCIERE

A) EMPRUNTS OBLIGATAIRES

a) Emprunt obligataire 2011

Le 18 novembre 2011, Cap Gemini a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire euro, ayant pour date de jouissance le 29 novembre 2011 et pour échéance le 29 novembre 2016.

Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 500 millions d'euros et il est représenté par 5 000 obligations d'une valeur nominale unitaire de 100.000 euros. L'emprunt porte intérêt au taux nominal annuel de 5,25%, pouvant augmenter à 6,50% en cas d'abaissement de la notation de crédit de Cap Gemini.

Les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n°11-546 en date du 25 novembre 2011.

Les obligations sont remboursables en totalité le 29 novembre 2016. Au gré de la Société, les obligations peuvent être remboursées avant cette date, sous certaines conditions, notamment en termes de prix minimum de remboursement, prévues au contrat d'émission. En cas de changement de contrôle, tout porteur d'obligations pourra demander le remboursement anticipé de tout ou partie de ses obligations, sous réserve que ledit changement de contrôle s'accompagne d'un abaissement de la notation financière de la Société.

A l'initiative de la majorité des porteurs d'obligations, et sous réserve de la survenance de certains événements notamment en cas de non-paiement de sommes dues au titre de l'emprunt obligataire, de manquement à d'autres obligations contenues dans la documentation (sous réserve, le cas échéant, de périodes de « grâce »), de défauts croisés (au-delà d'un seuil minimum de manquement), de liquidation, dissolution ou de cession totale des actifs de la Société.

A noter qu'un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de crédit de Cap Gemini ne constituerait pas une condition d'exigibilité anticipée.

De plus, Cap Gemini s'est engagée à maintenir les obligations à un rang identique à toutes les autres obligations négociables qui pourraient être émises par la Société (« pari passu »).

b) Emprunt obligataire convertibles - OCEANE 2009

Le 8 avril 2009, Cap Gemini a procédé au lancement d'un emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes ayant pour date de jouissance le 20 avril 2009 et pour échéance le 1^{er} janvier 2014 (OCEANE 2009).

Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 575 millions d'euros et il est représenté par 16 911 765 obligations d'une valeur nominale unitaire de 34 euros, faisant ressortir une prime d'émission de 35% par rapport au cours de référence de l'action de la Société. Les obligations portent intérêt au taux nominal annuel de 3,5%. Elles sont convertibles à tout moment à compter du 20 avril 2009, et remboursables au pair le 1^{er} janvier 2014 en cas de non conversion. Les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n°09-084 en date du 8 avril 2009.

c) Emprunt obligataire convertibles - OCEANE 2005 et remboursement

Le 16 juin 2005, Cap Gemini a procédé à l'émission d'un Emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE 2005), ayant pour date de jouissance le 24 juin 2005 et pour échéance le 1^{er} janvier 2012.

Après avoir racheté au fil de l'eau 2 350 000 obligations en novembre 2011 pour un montant de 99 millions d'euros, Cap Gemini a intégralement remboursé les 9 460 810 obligations restantes le 2 janvier 2012 pour 396 millions d'euros.

INCIDENCE DES OBLIGATIONS SUR LES ETATS FINANCIERS

	2010		2011			2012	
	OCEANE	OCEANE	OCEANE	OCEANE	OBLIG.	OCEANE	OBLIG.
	2005	2009	2005	2009	2011	2009	2011
Au 31 décembre (en millions d'euros)							
Composante capitaux propres	40	64	40	64	n/a	64	n/a
Composante dette au coût amorti	480	545	400	561	497	576	499
Taux d'intérêt effectif	4,8%	6,8%	4,8%	6,8%	5,5%	6,8%	5,5%
Charge d'intérêt reconnue au compte de résultat de la période	21	35	22	36	2	37	27
Taux d'intérêt nominal	1%	3,5%	1%	3,5%	5,3%	3,5%	5,3%
Charge d'intérêt nominal (coupon)	4	20	4	20	2	20	26

JUSTE VALEUR DES OBLIGATIONS

	2010		2011			2012	
	OCEANE	OCEANE	OCEANE	OCEANE	OBLIG.	OCEANE	OBLIG.
	2005	2009	2009	2005	2011	2009	2011
Au 31 décembre (en millions d'euros)							
Juste valeur	488	582	400	578	511	586	557
Taux de marché	2,2%	3,1%	n/a	3,2%	4,7%	1,6%	2,2%

B) DETTES LIEES AUX CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

<i>en millions d'euros</i>	Antériorité maximale	Echéance maximale	Taux d'intérêt effectif	31 Décembre 2012
Immeubles (Université Capgemini Les Fontaines)	octobre 2002	juillet 2014	Euribor 3 mois +0,75%	17
Matériel informatique et autres immobilisations	juillet 2003	décembre 2017	6,57%	113
Dettes liées aux contrats de location-financement				130
<i>Dont dettes à long terme</i>				76
<i>Dont dettes à court terme</i>				54

C) DETTES BANCAIRES ET ASSIMILEES

Au 31 décembre 2012, les dettes bancaires ou assimilées correspondent principalement aux tirages sur lignes de crédit bancaires en Chine pour 13 millions d'euros.

D) CREDIT SYNDIQUE CONCLU PAR CAP GEMINI

Le 13 janvier 2011, Cap Gemini a conclu avec un groupe de 18 banques une ligne de crédit multidevises de 500 millions d'euros à maturité du 13 janvier 2016.

La marge initiale de la ligne de crédit ressort à 0,90%. Cette marge peut évoluer à la hausse et à la baisse en fonction de la notation de crédit de Cap Gemini. Cette ligne est par ailleurs soumise à une commission de non-utilisation de 35% de la marge (soit 0,315%), pouvant être augmentée à 40% en cas de baisse de la notation de Cap Gemini.

Il est à noter qu'un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de Cap Gemini serait sans incidence sur la disponibilité de cette ligne de crédit. Les autres principaux termes et conditions, et notamment le respect de certains ratios financiers sont détaillés en Note 27 – Engagements hors-bilan.

Au 31 décembre 2012, cette ligne n'avait fait l'objet d'aucun tirage.

TAUX D'INTERET EFFECTIF (TIE) DES DETTES FINANCIERES

Pour l'exercice 2012, le taux d'intérêt effectif sur l'encours moyen des dettes financières du Groupe ressort à 6,4% (6,5% en 2011). Au 31 décembre 2012, la part des dettes à taux fixe est de 98% (contre 92% en 2011), le solde étant à taux variable. La hausse des dettes à taux fixe sur l'exercice 2012 s'explique par le remboursement chez CPM Braxis d'emprunts à taux variable.

	Au 31 décembre 2012							
	Euro		Dollar Américain		Livre Sterling		Autres	Total
	TIE %	Montant M€	TIE %	Montant M€	TIE %	Montant M€	Montant M€	Montant M€
OCEANE 2009	6,8%	576	-	-	-	-	-	576
Emprunt obligataire 2011	5,5%	499	-	-	-	-	-	499
Dettes bancaires ou assimilées	-	-	-	-	-	-	17	17
Dettes liées aux contrats de location-financement	4,1%	45	7,2%	13	5,4%	59	13	130
Autres dettes financières	-	-	n/a	1	-	-	1	2
Dettes financières		1 120		14		59	31	1 224

TRESORERIE NETTE PAR ECHEANCE EN VALEUR DE REMBOURSEMENT

Les montants indiqués dans l'analyse des échéances correspondent aux flux futurs de trésorerie contractuels non actualisés. Les flux futurs de trésorerie relatifs à l'OCEANE 2009 et à l'emprunt obligataire 2011 ont été estimés sur la base des taux nominaux contractuels, respectivement 3,5% et 5,25%, et selon une hypothèse de remboursement total in fine. Les flux de trésorerie contractuels associés au poste de « Dettes liées aux contrats de location-financement » correspondent aux flux de remboursement contractuels des emprunts.

<i>en millions d'euros</i>	Échéance contractuelle	Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Flux de trésorerie contractuels	< à 1 an	> 1 et < 2 ans	> 2 et < 5 ans	> 5 ans
au 31 décembre 2012							
Actifs de gestion de trésorerie	2013	75	75	75	-	-	-
Trésorerie		2 016	2 016	2 016	na	na	na
OCEANE 2009	2014	(576)	(615)	(20)	(595)	-	-
Emprunt obligataire 2011	2016	(499)	(603)	(26)	(26)	(551)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2013 à 2017	(130)	(138)	(58)	(45)	(35)	-
Dettes bancaires ou assimilées	2013 à 2015	(17)	(17)	(15)	(1)	(1)	-
Autres dettes financières	2013	(2)	(2)	(2)	-	-	-
Dettes financières		(1 224)	(1 375)	(121)	(667)	(587)	-
Instruments dérivés sur dettes financières	na	5					
Trésorerie nette		872	716	1 970	(667)	(587)	-

au 31 décembre 2011

Actifs de gestion de trésorerie	2012	73	73	73	-	-	-
Trésorerie		2 224	2 224	2 224	na	na	na
OCEANE 2005	2012	(400)	(400)	(400)	-	-	-
OCEANE 2009	2014	(561)	(635)	(20)	(20)	(595)	-
Emprunt obligataire 2011	2016	(497)	(631)	(2)	(26)	(603)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2012 à 2017	(147)	(153)	(56)	(45)	(52)	-
Dettes bancaires ou assimilées	2012 à 2014	(211)	(211)	(209)	(1)	(1)	-
Autres dettes financières	2012 à 2014	(12)	(12)	(11)	(1)	-	-
Dettes financières		(1 828)	(2 042)	(698)	(93)	(1 251)	-
Instruments dérivés sur dettes financières	na	(15)					
Trésorerie nette		454	255	1 599	(93)	(1 251)	-

au 31 décembre 2010

Actifs de gestion de trésorerie	2011	71	71	71	-	-	-
Trésorerie		2 307	2 307	2 307	na	na	na
OCEANE 2005	2012	(480)	(504)	(4)	(500)	-	-
OCEANE 2009	2014	(545)	(656)	(20)	(20)	(616)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2011 à 2015	(139)	(149)	(55)	(40)	(54)	-
Dettes bancaires ou assimilées	2011 à 2012	(93)	(93)	(85)	(8)	-	-
Autres dettes financières	2011 à 2015	(49)	(49)	(44)	(4)	(1)	-
Dettes financières		(1 306)	(1 451)	(208)	(572)	(671)	-
Instruments dérivés sur dettes financières	na	(9)					
Trésorerie nette		1 063	927	2 170	(572)	(671)	-

TRESORERIE NETTE ET RISQUE DE LIQUIDITE

Les passifs financiers dont l'exigibilité pourrait exposer le Groupe à un risque de liquidité correspondent principalement à l'emprunt obligataire convertible (OCEANE 2009) et à l'emprunt obligataire 2011.

Afin de gérer le risque de liquidité pouvant résulter de l'exigibilité des passifs financiers, que ce soit à leur échéance contractuelle ou par anticipation, le Groupe met en œuvre une politique de financement prudente reposant en particulier sur :

- le recours mesuré à l'effet de levier de la dette, combiné à l'attention portée à limiter l'octroi de toute disposition contractuelle pouvant entraîner une exigibilité anticipée des dettes financières,
- le maintien à tout moment d'un niveau élevé de disponibilités (2 098 millions d'euros au 31 décembre 2012) auquel s'ajoute notamment une ligne de crédit syndiquée multidevises de 500 millions d'euros (non tirée à ce jour),
- la gestion active des maturités des passifs financiers, visant à limiter la concentration d'échéances de dettes financières,
- la diversification des sources de financement, permettant de limiter la dépendance vis-à-vis de certaines catégories de prêteurs.

TRESORERIE NETTE ET RISQUE DE CREDIT

Les actifs financiers qui pourraient par nature exposer le Groupe au risque de crédit ou de contrepartie correspondent principalement aux placements financiers : le Groupe a pour politique de ne pas placer sa trésorerie sur des supports actions, et de répartir en revanche ses placements sur (i) des titres de créances négociables (certificats de dépôt), (ii) des dépôts à terme, (iii) des contrats de capitalisation ou (iv) des supports monétaires de maturité courte (SICAV et FCP), dans le respect de règles de diversification et de qualité de contrepartie.

Au 31 décembre 2012, les placements à court terme qui s'élèvent à 1 610 millions d'euros sont composés essentiellement (i) de fonds communs de placement et SICAV répondant aux critères de classification en « catégorie monétaire » défini par l'AMF, et (ii) de titres de créances négociables d'une maturité ne dépassant pas 3 mois ou immédiatement disponibles, émis par des sociétés ou institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit (minimum A2/P2 ou équivalent). Ces placements n'exposent donc pas le Groupe à un risque de contrepartie significatif.

NOTE 18 – FLUX DE TRESORERIE

Au 31 décembre 2012, la trésorerie s'élève à 2 016 millions d'euros (cf. Note 17 – Trésorerie nette) en diminution de 208 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2011 (2 224 millions d'euros). Hors incidence de la variation des cours des devises sur la trésorerie pour un montant de 31 millions d'euros, cette diminution s'élève à 177 millions d'euros. Les flux impactant la trésorerie sont présentés dans les «Tableaux des flux de trésorerie consolidés».

FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE

En 2012, les flux de trésorerie liés à l'activité représentent un encaissement de 709 millions d'euros (contre 349 millions d'euros en 2011) et résultent :

- de la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôts pour un montant positif de 777 millions d'euros,
- du paiement des impôts courants pour 120 millions d'euros,
- de la diminution du besoin en fonds de roulement générant un impact positif sur la trésorerie de 52 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement (BFR) et sa réconciliation avec l'état de la situation financière consolidée s'analysent comme suit :

en millions d'euros	Notes	Composantes du besoin en fonds de roulement (Etat de la situation financière consolidée)					Neutralisation des éléments sans effet de trésorerie			Eléments du tableau des flux de trésorerie
		31 Décembre 2011	31 Décembre 2012	Impact net	Eléments hors BFR ⁽¹⁾	Impact des éléments de BFR	Impact résultat	Impact du change	Reclas- sements et entrées périmètre ⁽²⁾	Valeur
Clients et comptes rattachés hors coûts capitalisés sur projets	15	2 570	2 431	139	-	139	-	(8)	4	135
Coûts capitalisés sur projets	15	115	107	8	-	-	-	1	-	9
Acomptes clients et produits constatés d'avance	15	(661)	(624)	(37)	-	(37)	-	(2)	-	(39)
Variation liée aux créances clients et comptes rattachés et acomptes clients et produits constatés d'avance				110	-	110	-	(9)	4	105
Dettes opérationnelles (dettes fournisseurs)	23	(944)	(921)	(23)	-	(23)	-	2	(5)	(26)
Variation liée aux dettes fournisseurs				(23)	-	(23)	-	2	(5)	(26)
Autres actifs non courants	14	119	98	21	(6)	15	(1)	-	(12)	2
Autres créances courantes	16	370	351	19	(7)	12	9	(4)	(43)	(26)
Autres dettes non courantes	22	(322)	(219)	(103)	92	(11)	3	4	15	11
Dettes opérationnelles (hors dettes fournisseurs)	23	(1 396)	(1 414)	18	-	18	-	5	(1)	22
Autres dettes courantes	24	(137)	(206)	69	(86)	(17)	-	1	(20)	(36)
Variation liée aux autres créances et dettes				24	(7)	17	11	6	(61)	(27)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE						104	11	(1)	(62)	52

(1) Les éléments des postes de l'état de la situation financière consolidée expliquant les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement, de financement et le versement de l'impôt ne sont pas inclus dans le besoin en fonds de roulement.

(2) Les « reclassements » comprennent pour l'essentiel les variations liées au passage entre les éléments courants et non courants de certaines dettes et créances opérationnelles, la variation de position active ou passive de certaines créances et dettes de nature sociales ou fiscales, ou encore la comptabilisation sans effet de trésorerie dont la contrepartie n'est pas classée dans le besoin en fonds de roulement.

FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

Les principales composantes des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement pour un montant négatif de 206 millions d'euros (contre 699 millions d'euros en 2011), reflètent :

- les décaissements nets des cessions liés aux immobilisations corporelles pour 124 millions d'euros (dont 11 millions correspondant aux prix de cession), principalement dus à l'achat de matériel informatique dans le cadre de projets clients

ou du renouvellement partiel du parc informatique, à des travaux de rénovation, d'agrandissement et de remise en l'état des surfaces de bureaux (cf. Note 11 – Immobilisations corporelles),

- les décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, nettes des cessions, pour 48 millions d'euros, soit essentiellement des logiciels dans le cadre de projets clients ou à usage interne et des actifs incorporels générés en interne,
- les décaissements liés aux regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise, pour 24 millions d'euros, dont principalement l'acquisition de DTWO Solutions (renommée Capgemini Japan KK) au Japon pour 11 millions d'euros,
- l'impact négatif de 8 millions d'euros relatif à la cession de la société Capgemini Reinsurance Company S.A.

FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le décaissement net lié aux flux de trésorerie correspondant aux opérations de financement s'élève à 680 millions d'euros (contre 279 millions d'euros d'encaissement en 2011), et concerne essentiellement :

- l'augmentation de capital pour 153 millions d'euros suite à l'émission d'actions nouvelles relatives au plan d'actionnariat salarié ESOP,
- le versement reçu de Caixa Participações dans le cadre de l'entrée au capital de CPM Braxis de Caixa Econômica Federal, via la souscription à une augmentation de capital de 121 millions de réals brésiliens, soit 49 millions d'euros,
- le versement de 154 millions d'euros au titre du dividende 2011,
- le décaissement de 396 millions d'euros relatif au remboursement complet de l'OCEANE 2005 en janvier 2012,
- le décaissement de 105 millions d'euros en remboursement des dettes financières de CPM Braxis,
- le décaissement de 90 millions d'euros relatif au remboursement de billets de trésorerie émis par Cap Gemini,
- le décaissement de 62 millions d'euros en remboursement des dettes liées aux contrats de location-financement,
- le paiement des intérêts financiers net des intérêts reçus pour 41 millions d'euros,
- le décaissement net lié aux opérations sur actions propres pour 24 millions d'euros.

NOTE 19 – INSTRUMENTS DERIVES ET GESTION DES RISQUES DE CHANGE ET DE TAUX D'INTERET

GESTION DU RISQUE DE CHANGE

EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE ET POLITIQUE DE GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Risque de change et couverture des transactions opérationnelles

Le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés en Inde mais aussi en Pologne ou en Amérique Latine, expose le Groupe à des risques de change sur une partie de ses coûts de production.

Le Groupe met en œuvre une politique visant à minimiser et gérer ces risques de change, relevant majoritairement des flux internes avec l'Inde. La définition de la politique de couverture et la gestion du risque de change sur transactions opérationnelles sont désormais pour l'essentiel centralisées au niveau du Groupe, cette dernière reposant sur les déclarations périodiques par les filiales de leur exposition aux risques de change sur un horizon de 1 à 3 ans. Sur cette base, la société mère, agissant en tant que banque interne, octroie depuis 2012 des garanties de change internes aux filiales et met en œuvre, avec ses contreparties bancaires, des couvertures de change qui prennent principalement la forme d'achats et de ventes à termes de devises.

Ces opérations de couverture sont principalement enregistrées selon la méthode de la comptabilité de couverture de flux futurs de trésorerie.

Risque de change et couverture des transactions financières

Le Groupe est exposé au risque de variation des cours des devises, au titre :

- des flux financiers échangés dans le cadre de l'activité de financement intra-groupe principalement chez la société mère, ces flux étant systématiquement couverts (notamment sous forme de contrats d'achat et de vente de devises à terme), l'incidence de la variation des devises sur le compte de résultat est à ce titre négligeable,
- des flux de redevances payables à la société mère par les filiales n'ayant pas l'euro comme devise fonctionnelle. Ces flux étant pour l'essentiel couverts, l'incidence de la variation des devises sur le compte de résultat est peu significative.

Risque de change et couverture des autres dettes non courantes

Le Groupe a couvert son exposition brute au risque de change (euro contre real brésilien) relatif à l'option d'achat-vente à échéance 2013 dont disposent respectivement le groupe Capgemini et les autres actionnaires de la société CPM Braxis sur la part du capital non encore détenue par le Groupe.

Sensibilité au risque de change

Une variation de plus ou moins 10% de la livre sterling aurait pour effet une évolution en valeur du chiffre d'affaires de plus ou moins 2,1 % et de la marge opérationnelle de plus ou moins 2,3%. De même, une variation de plus ou moins 10% du dollar américain aurait pour effet une évolution en valeur du chiffre d'affaires de plus ou moins 1,7% et de la marge opérationnelle de plus ou moins 2%.

Les montants couverts au 31 décembre 2012 sous forme de contrats d'achat et de vente de devises à terme concernent essentiellement la société mère dans le cadre de la gestion centralisée du risque de change sur transactions opérationnelles, d'une part, et des financements internes au Groupe, d'autre part. Ils concernent dans une moindre mesure la filiale Capgemini India Private Ltd. au titre des prestations rendues au cours de l'exercice aux autres régions du Groupe, non encore encaissées au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2012, les contre-valeurs des contrats d'achat et de vente de devises à terme se répartissent par nature de transaction selon les échéances suivantes :

<i>en millions d'euros</i>		< 6 mois	> 6 mois et < 12 mois	> 12 mois	TOTAL
Transactions opérationnelles		406	413	458	1 277
<i>dont</i>	<i>couverture de juste valeur</i>	49	-	-	49
	<i>couverture de flux de trésorerie</i>	357	413	458	1 228
Transactions financières	<i>couverture de juste valeur</i>	438	-	-	438
Transactions sur autres dettes non courantes	<i>couverture de flux de trésorerie</i>	-	124	-	124
Total		844	537	458	1 839

Les couvertures engagées au titre des transactions opérationnelles sont constituées essentiellement de contrats de vente et d'achat de devises à terme dont l'échéance est comprise entre 2013 et 2016 pour une contre-valeur totale de 1 277 millions d'euros (572 millions d'euros au 31 décembre 2011). Ces couvertures portent essentiellement sur des montants en roupies indiennes (39 129 millions de roupies indiennes), dollars américains (439 millions de dollars américains), zlotys polonais (1 004 millions de zlotys polonais), livres sterling (50 millions de livres sterling) et euros (35 millions d'euros).

Ces couvertures ont des échéances allant de 2 mois à 3 ans et ont pour principale contrepartie Cap Gemini, (pour une contre-valeur de 1 165 millions d'euros) et Capgemini India Private Ltd. (pour une contre-valeur de 96 millions d'euros).

A noter que dans le cadre de la mise en place de la gestion centralisée du risque de change sur transactions opérationnelles, le Groupe a procédé en fin d'année à la résiliation des couvertures en Inde portant sur des montants en dollars américains (226 millions de dollars américains), euros (98 millions d'euros), livres sterling (47 millions de livres sterling). Simultanément, Cap Gemini a mis en place des couvertures de montant nominal équivalent.

Les opérations de couvertures sur les opérations financières concernent Cap Gemini pour 438 millions d'euros au 31 décembre 2012. Elles comprennent principalement les prêts intra-groupe couverts pour 432 millions d'euros (570 millions d'euros au 31 décembre 2011) et correspondent à des prêts libellés en livre sterling, dollar australien, dollar américain et peso mexicain.

Les opérations de couvertures sur les autres dettes non courantes concernent la société mère. Elles prennent principalement la forme d'achats à terme de devises et portent sur un nominal de 335 millions de réals brésiliens (124 millions d'euros) qui ont pour échéance octobre 2013.

Pour information, l'exposition totale du Groupe au risque de change sur ses actifs et passifs consolidés s'élève respectivement à 832 millions d'euros et à 746 millions d'euros au 31 décembre 2012. Ces expositions concernent pour l'essentiel la société mère dans le cadre des financements internes au Groupe et dans une moindre mesure Cap Gemini India private Ltd. dans le cadre de son activité de sous-traitance interne.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2010	2011	2012
Autres actifs non courants	14	5	-	1
Autres créances courantes	16	22	12	6
Autres dettes non courantes	22	(2)	(15)	(9)
Autres dettes courantes	24	(10)	(51)	(25)
Juste valeur des instruments dérivés de couverture		15	(54)	(27)
relatifs à des :				
- transactions opérationnelles		16	(49)	(31)
- transactions financières		(1)	(5)	4
Contrepartie des instruments dérivés de couverture reconnue en capitaux propres au 31 décembre (sur transactions opérationnelles)		11	(44)	(22)
Variation de la période des instruments dérivés de couverture reconnus en capitaux propres		9	(55)	22
Dont recyclage en résultat d'exploitation relatif aux transactions réalisées		(15)	3	33
Dont juste valeur des instruments dérivés de couverture relatifs aux transactions futures		24	(58)	(11)

La juste valeur des instruments dérivés de couverture et la contrepartie des instruments dérivés de couverture reconnue en capitaux propres concernent principalement les couvertures relatives aux flux d'opérations intra-groupe entre l'Inde et les autres entités du Groupe.

GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTERET

POLITIQUE DE GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTERET

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt s'analyse à la lumière de sa situation de trésorerie : au 31 décembre 2012, le Groupe dispose de liquidités pour 2 098 millions d'euros placées majoritairement à taux variable (ou, à défaut, à taux fixe sur des périodes de durée inférieure ou égale à 3 mois), contre un endettement financier brut de 1 230 millions d'euros majoritairement à taux fixe (98%), cf Note 17-Trésorerie nette. L'importance de la part à taux fixe résulte du poids des emprunts obligataires dans l'endettement financier brut.

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTERET : ANALYSE DE SENSIBILITE

Sur la base du niveau moyen de trésorerie et de dette financière constaté sur l'exercice 2012, une hausse des taux d'intérêt de 100 points de base aurait un effet positif sur le coût de l'endettement financier net du Groupe de l'ordre de 16 millions d'euros (17 millions d'euros en 2011 et en 2010). A l'inverse, une baisse des taux d'intérêt de 100 points de base aurait, pour l'exercice 2012, une incidence négative de 16 millions d'euros sur le coût d'endettement financier net du Groupe (17 millions d'euros en 2011 et en 2010).

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DERIVES DE TAUX D'INTERET

La S.A.R.L. Immobilière Les Fontaines qui héberge l'université Capgemini a signé en 2003 un contrat d'échange de taux d'intérêt à échéance juillet 2014 portant sur un notionnel résiduel de 9 millions d'euros, relatif à la couverture à hauteur de 50% du contrat de location-financement de ladite université (17 millions d'euros de dettes au 31 décembre 2012). Aux termes du contrat d'échange de taux correspondant, la S.A.R.L. Immobilière Les Fontaines est payeur de taux fixe à 3,51% contre Euribor 3 mois +0,75%.

GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE

Dans le cadre de ses politiques de gestion des risques de change et de taux décrites ci-dessus, le Groupe conclut des contrats de couverture avec des établissements financiers de premier plan et le risque de contrepartie peut être considéré comme non significatif à ce titre. Au 31 décembre 2012, les principales contreparties du Groupe au titre de sa gestion des risques de change et de taux sont les banques Barclays, BNP Paribas, CA CIB, HSBC, ING, Banco Itaú, JP Morgan, Natixis, Santander, et Société Générale.

NOTE 20 – PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

DETAIL DES PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

EVOLUTION DE L'OBLIGATION, DES ACTIFS DE COUVERTURE ET DE LA CHARGE RECONNUE AU COMPTE DE RESULTAT

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	2010	2011	2012
Valeur actualisée de l'obligation au 1^{er} janvier		2 112	2 548	3 027
Regroupements d'entreprises		-	8	-
Coût des services rendus		39	43	53
Coût des services passés		6	3	-
Intérêts financiers		131	136	147
Effet de réduction et liquidation		(2)	-	-
Contributions versées par les salariés		6	6	7
Prestations versées aux salariés		(76)	(71)	(95)
Variations des écarts actuariels ⁽¹⁾		198	280	165
Ecarts de conversion		133	72	51
Autres mouvements		1	2	4
Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre		2 548	3 027	3 359
Juste valeur des actifs de couverture au 1^{er} janvier		(1 417)	(1 713)	(1 898)
Rendement attendu des actifs		(103)	(111)	(121)
Effet de réduction et liquidation		2	-	-
Contributions versées par les salariés		(6)	(6)	(7)
Prestations versées aux salariés		68	66	83
Contributions aux plans		(84)	(93)	(114)
Variations des écarts actuariels ⁽¹⁾		(71)	13	(54)
Ecarts de conversion		(97)	(45)	(32)
Autres mouvements		(5)	(9)	(10)
Juste valeur des actifs de couverture au 31 décembre		(1 713)	(1 898)	(2 153)
Déficit net total		835	1 129	1 206
Coût des services passés non reconnus		(34)	(30)	(21)
Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre		801	1 099	1 185
Excédents de couverture reconnus à l'actif	14	(3)	-	-
Provisions reconnues au passif		804	1 099	1 185
Charge de la période reconnue au compte de résultat :				
Coûts des services rendus	4	(39)	(43)	(53)
Coûts des services passés	4	(8)	(8)	(9)
Intérêts financiers	6	(131)	(136)	(147)
Rendement attendu des actifs	6	103	111	121
Effet de réduction et de liquidation		-	-	-
Total charge de la période		(75)	(76)	(88)

(1) La variation des écarts actuariels est reconnue en produits et charges comptabilisés en capitaux propres.

Évolution par principaux pays bénéficiaires

<i>en millions d'euros</i>	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total
Au 31 Décembre 2010				
Dette actuarielle relative aux régimes couverts par des actifs	1 827	368	167	2 362
Juste valeur des actifs de couverture	(1 251)	(341)	(121)	(1 713)
Déficit net des régimes couverts par des actifs	576	27	46	649
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	398	75	13	486
Déficit des régimes non couverts par des actifs	-	58	128	186
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	-	6	25	31
Déficit net total	576	85	174	835
Coûts des services passés non reconnus	-	-	(34)	(34)
Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée	576	85	140	801
Excédents de couverture reconnus à l'actif	-	-	(3)	(3)
Provisions reconnues au passif	576	85	143	804
Au 31 Décembre 2011				
Dette actuarielle relative aux régimes couverts par des actifs	2 187	425	180	2 792
Juste valeur des actifs de couverture	(1 428)	(345)	(125)	(1 898)
Déficit net des régimes couverts par des actifs	759	80	55	894
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	619	141	20	780
Déficit des régimes non couverts par des actifs	-	85	150	235
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	-	27	28	55
Déficit net total	759	165	205	1 129
Coûts des services passés non reconnus	-	-	(30)	(30)
Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée	759	165	175	1 099
Au 31 Décembre 2012				
Dette actuarielle relative aux régimes couverts par des actifs	2 387	474	231	3 092
Juste valeur des actifs de couverture	(1 626)	(389)	(138)	(2 153)
Déficit net des régimes couverts par des actifs	761	85	93	939
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	667	166	51	884
Déficit des régimes non couverts par des actifs	-	95	172	267
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	-	29	46	75
Déficit net total	761	180	265	1 206
Coûts des services passés non reconnus	-	-	(21)	(21)
Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée	761	180	244	1 185

(1) Les écarts actuariels sont constatés en produits et charges comptabilisés en capitaux propres.

Les « Autres » pays concernent la France, l'Allemagne, la Suède, l'Italie, les Etats-Unis, l'Inde, la Suisse, les Pays-Bas, l'Autriche et la Norvège. Ces pays représentent 21% des provisions nettes pour retraites et engagements assimilés dans l'état de la situation financière consolidée.

PRINCIPALES HYPOTHESES ACTUARIELLES

TAUX D'ACTUALISATION ET TAUX D'AUGMENTATION DES SALAIRES

en %	2010	2011	2012		
			Royaume-Uni	Canada	Autres
Taux d'actualisation des engagements	2,4 - 8,4	2,9 - 8,8	4,6	4,5	1,7 - 8,4
Taux d'augmentation des salaires	1,0 - 7,0	1,5 - 10,0	3,9	3,3	1,5 - 8,0

En 2012, les indices de référence utilisés pour la détermination des taux d'actualisation sont similaires à ceux utilisés les années précédentes.

ACTIFS DE COUVERTURE ET TAUX DE RENDEMENT ATTENDU ET EFFECTIF

(en millions d'euros)	Montant	%	Taux de rendement attendu			Taux de rendement effectif		
			Royaume-Uni	Canada	Autres	Royaume-Uni	Canada	Autres
Au 31 Décembre 2010								
Actions	1 015	59	8,0	8,5	3,0 - 8,7	12,8 - 16,3	8,6 - 8,8	0,9 - 13,5
Obligations	595	35	5,5	4,0	1,5 - 4,5	9,4 - 11,0	9,0 - 9,2	0,9 - 8,5
Biens immobiliers	3	-	-	-	3,0 - 3,9	-	-	0,9 - 8,5
Trésorerie	71	4	3,8	1,0	0,8 - 3,0	1,3	(1,4) - (1,3)	0,1 - 8,5
Autres	29	2	-	-	3,8 - 5,9	-	-	0,9 - 24,3
Total	1 713	100						
Au 31 Décembre 2011								
Actions	1 068	56	8,0	7,5	4,3 - 10,1	(5,7) - (4,8)	(4,1) - (4,0)	1,5 - 3,3
Obligations	752	40	4,7	4,0	2,0 - 4,6	15,3 - 15,8	10,8	1,5 - 6,2
Biens immobiliers	3	-	6,5	-	3,0 - 4,0	-	-	1,5 - 3,0
Trésorerie	44	2	3,8	1,0	0,5 - 4,0	0,5	(1,2) - (0,8)	-
Autres	31	2	-	-	(2,3) - 9,4	-	-	0,9 - 9,4
Total	1 898	100						
Au 31 Décembre 2012								
Actions	1 228	57	8,0	7,5	3,0 - 9,6	10,5 - 14,0	15,2 - 15,3	(1,2) - 15,6
Obligations	845	39	4,6	4,0	1,9 - 4,6	7,9 - 8,1	4,5	(1,2) - 8,4
Biens immobiliers	3	-	6,5	-	3,0 - 4,0	-	-	(1,2) - 8,4
Trésorerie	34	2	3,8	1,0	-	0,0 - 7,0	(1,2) - (1,0)	-
Autres	43	2	-	-	0,1 - 9,4	-	-	(1,2) - 30,2
Total	2 153	100						

Au Royaume-Uni, les taux de rendement attendu sont validés par des experts. En ce qui concerne les actions, le taux de rendement attendu résulte d'une étude sur une sélection de sociétés de premier rang au Royaume-Uni qui prend en compte la maturité des engagements couverts et les projections de rendement attendu compte tenu des évolutions passées. Le taux de rendement attendu des obligations est déterminé à partir du taux d'actualisation utilisé pour la dette, c'est-à-dire le taux de rendement attendu sur les obligations d'entreprises notées AA.

Au Canada, les taux de rendement attendu sont déterminés selon un modèle fondé sur des données économiques observables sur les marchés financiers (hypothèses sur la rentabilité des actions et des obligations validées par des analyses d'experts).

EFFECTIFS RELATIFS AUX REGIMES DE RETRAITES

Au 31 décembre	2010	2011	2012			
	Total	Total	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total
Salariés en activité – droits ouverts	54 284	61 438	1 118	2 607	63 908	67 633
Anciens salariés et salariés en activité – droits fermés	12 014	11 879	8 461	231	1 921	10 613
Retraités	2 538	2 820	2 009	696	475	3 180
Total	68 836	76 137	11 588	3 534	66 304	81 426

L'augmentation des effectifs en 2012 est essentiellement due à l'expansion des activités du Groupe en Inde. En effet, au 31 décembre 2012, le total des effectifs bénéficiant de ces régimes de retraites en Inde s'élève à 41 124, contre 35 932 salariés au 31 décembre 2011.

ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILÉS

ÉVOLUTION DU CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE : RÉFORME DES RÉGIMES DE RETRAITES EN FRANCE

La réforme des régimes de retraites adoptée en France et ayant pour conséquence un rallongement de la durée d'activité n'a pas eu d'impact significatif sur le montant des indemnités de départ à la retraite (IDR).

IMPACT AU COMPTE DE RESULTAT : VARIATION DES COÛTS DES SERVICES RENDUS ET CHARGE FINANCIÈRE

En 2012, la charge reconnue en marge opérationnelle au titre des coûts des services rendus et passés s'élève à 62 millions d'euros et concerne pour l'essentiel la France (20 millions d'euros), le Canada (19 millions d'euros), et le Royaume-Uni (13 millions d'euros). L'augmentation du coût des services rendus en 2012 par rapport à 2011 (11 millions d'euros) provient essentiellement de la diminution des taux d'actualisation entre 2010 et 2011 sur la plupart des régions, notamment au Canada et au Royaume-Uni et l'augmentation des effectifs en Inde.

L'effet net des intérêts financiers (actualisation de l'obligation) et du rendement attendu des actifs de couverture représente une charge financière de 26 millions d'euros (principalement au Royaume-Uni pour 13 millions d'euros). L'évolution de cette charge financière nette en 2012 par rapport à 2011 (augmentation d'un million d'euros) provient de :

- l'augmentation de la juste valeur des actifs de couverture comme conséquence de la hausse des contributions versées par le Groupe, bien qu'on ait une diminution des taux de rendement attendu sur la plupart des régions. L'impact total est une diminution de la charge financière nette de 10 millions d'euros,
- l'effet favorable lié à la baisse des taux d'intérêts dans la plupart des régions est cependant plus que compensée par l'augmentation de la valeur actualisée des obligations, notamment au Royaume-Uni, ce qui se traduit par une augmentation de la charge financière nette de 11 millions d'euros.

IMPACT EN CAPITAUX PROPRES : VARIATION DES ÉCARTS ACTUARIELS

Les écarts actuariels résultent de l'augmentation ou de la diminution de la valeur actualisée de l'obligation ou de la juste valeur des actifs de couverture. Ces écarts incluent (i) les effets des changements d'hypothèses actuarielles et (ii) les effets liés à l'expérience, c'est-à-dire les différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit.

Au 31 décembre (en million d'euros)	2010	2011	2012			
	Total	Total	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total
Effets des changements d'hypothèses actuarielles	186	306	59	44	57	160
Effets liés à l'expérience :	(59)	(13)	(25)	(17)	(7)	(49)
Dont ajustement des passifs ⁽¹⁾	12	(26)	5	-	-	5
Dont ajustement des actifs ⁽²⁾	(71)	13	(30)	(17)	(7)	(54)
Impact en charges et produits comptabilisés en capitaux propres	127	293	34	27	50	111

(1) + : augmentation des passifs / - : diminution des passifs

(2) - : augmentation des actifs / + : diminution des actifs

Effets des changements d'hypothèses actuarielles

Les effets des changements d'hypothèses actuarielles (principalement du taux d'actualisation des engagements et du taux de rendement attendu des actifs de couverture) ont généré une perte actuarielle en 2012 de 160 millions d'euros. Cette perte est liée aux changements d'hypothèses actuarielles entre 2011 et 2012 notamment au Canada où le taux d'actualisation diminue de 70 points de base.

Effets liés à l'expérience

Les effets liés à l'expérience proviennent des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit durant l'exercice. L'effet d'expérience sur la valeur des actifs de couverture génère un gain actuariel de 54 millions d'euros, le taux de rendement réel ayant été supérieur au taux de rendement attendu au Royaume-Uni et au Canada.

AUTRES IMPACTS DANS L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE : CONTRIBUTIONS, PRESTATIONS ET ÉCARTS DE CONVERSION

Les contributions versées par le Groupe s'élèvent à 114 millions d'euros en 2012, dont 71 millions d'euros au Royaume-Uni et 35 millions d'euros au Canada.

Les prestations versées aux salariés pour 95 millions d'euros concernent principalement le Royaume-Uni (35 millions d'euros) et le Canada (38 millions d'euros).

L'augmentation des provisions pour retraites pour 19 millions d'euros liée aux écarts de conversion est due à la revalorisation en particulier de la livre sterling (18 millions d'euros) au cours de la période.

Il est à noter qu'au Royaume-Uni, la section à prestations définies du principal régime de retraites de Capgemini UK Plc. est fermée depuis le 31 mars 2008 pour l'essentiel des bénéficiaires concernés. En contrepartie, ces personnes ont eu la possibilité d'adhérer à la section à cotisations définies de ce plan. Par ailleurs, Capgemini UK Plc., conformément aux recommandations du « Pension Regulator » britannique, a pris l'engagement de combler d'ici juillet 2018 le déficit tel qu'arrêté lors de l'évaluation triennale de 2009.

Conformément aux réglementations locales, le non renouvellement total ou partiel de certains contrats pourrait conduire le Groupe au paiement additionnel d'avantages postérieurs à l'emploi.

ANALYSE DE SENSIBILITE

ANALYSE DE SENSIBILITE DE LA DETTE ACTUARIELLE AU ROYAUME-UNI ET AU CANADA

L'impact d'une variation de 50 points de base du taux d'actualisation et du taux d'inflation sur la dette actuarielle au Royaume-Uni et au Canada, qui représente 88% du total des dettes actuarielles du Groupe au 31 décembre 2012, est présenté ci-dessous :

<i>en millions d'euros</i>	Impact		Dette actuarielle	
	Royaume-Uni	Canada	Royaume-Uni	Canada
Dette actuarielle au 31 décembre 2012			2 387	569
Hausse du taux d'actualisation de 50 points de base	(236)	(51)	2 151	518
Diminution du taux d'actualisation de 50 points de base	274	56	2 661	625
Hausse du taux d'inflation de 50 points de base	199	46	2 586	615
Diminution du taux d'inflation de 50 points de base	(206)	(42)	2 181	527

ANALYSE DE SENSIBILITE DES COÛTS MEDICAUX

Les coûts médicaux concernent uniquement le Canada. Sur les exercices 2010, 2011 et 2012, une variation théorique de 100 points de base de leur taux d'évolution aurait un effet au compte de résultat (coût des services rendus et intérêts financiers) de plus ou moins 2 millions d'euros et, sur l'engagement dans l'état de la situation financière consolidée, un effet variant de moins 16 millions d'euros à plus 21 millions d'euros pour 2012.

NOTE 21 – PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

<i>en millions d'euros</i>	2010	2011	2012
Au 1^{er} janvier	49	66	63
Dotations	42	34	34
Reprises pour utilisation	(8)	(13)	(27)
Reprises pour non utilisation	(19)	(31)	(8)
Autres	2	7	2
Au 31 décembre	66	63	64

Au 31 décembre 2012, les provisions courantes (48 millions d'euros) et non courantes (16 millions d'euros) concernent principalement des risques sur projets et contrats pour un montant de 47 millions d'euros (46 millions d'euros au 31 décembre 2011) et des risques liés à des litiges sociaux et fiscaux pour un montant de 17 millions d'euros (identique en 2011).

Les dotations de l'exercice concernent essentiellement des projets d'infogérance et d'intégration de systèmes, et des litiges sociaux et fiscaux. Les reprises de l'exercice sont notamment liées à des dénouements positifs de litiges clients.

NOTE 22 – AUTRES DETTES NON COURANTES

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2010	2011	2012
Réserves spéciales de participation		68	61	51
Instruments dérivés	19	2	15	9
Dettes sur acquisitions de sociétés		189	219	127
Divers		20	27	32
Autres dettes non courantes		279	322	219

Les dettes sur acquisition de société se composent des compléments de prix consentis lors de certaines acquisitions et pour 119 millions d'euros du droit de vente octroyé à Caixa Participações en 2012 (cf. Note 2 – Evolution du périmètre).

NOTE 23 – DETTES OPERATIONNELLES

Au 31 décembre (en millions d'euros)		2010	2011	2012
Fournisseurs		957	944	921
Taxes		405	378	358
Personnel		924	1 002	1 041
Divers		19	16	15
Dettes opérationnelles		2 305	2 340	2 335

NOTE 24 – AUTRES DETTES COURANTES

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2010	2011	2012
Réserves spéciales de participation		21	18	21
Instruments dérivés	19	10	51	25
Dettes sur acquisitions de sociétés		6	14	114
Divers		43	54	46
Autres dettes courantes		80	137	206

Les dettes sur acquisition de sociétés se composent pour 104 millions d'euros du droit de vente initial (nets des ajustements de prix et de l'effet de sa désactualisation) octroyé aux actionnaires minoritaires restants depuis l'acquisition de CPM Braxis en 2010 et exerçable entre octobre 2013 et octobre 2015 (198 millions d'euros au 31 décembre 2011 figurant en autres dettes non courantes).

Compte de résultat de l'exercice 2011

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué ⁽¹⁾	Élimination	Total	
CHIFFRE D'AFFAIRES												
- hors Groupe ⁽²⁾	1805	2138	1945	1266	1000	635	626	278	-	-	9 693	
- inter-zones géographiques	78	162	125	52	41	26	132	537	-	(1153)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	1883	2 300	2 070	1318	1041	661	758	815	-	(1153)	9 693	
Marge opérationnelle avant amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises ⁽²⁾	169	187	139	98	36	48	45	84	(68)	-	738	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	9,4	8,7	7,1	7,7	3,6	7,6	7,2	na	-	-	7,6	
Amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	(10)	-	-	(4)	(6)	(2)	(2)	(1)	-	-	(25)	
MARGE OPERATIONNELLE ⁽²⁾	159	187	139	94	30	46	43	83	(68)	-	713	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	8,8	8,7	7,1	7,4	3,0	7,2	6,9	na	-	-	7,4	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	153	153	124	62	11	42	36	82	(68)	-	595	
											Coût de l'endettement financier (net)	(65)
											Autres produits financiers	64
											Autres charges financières	(104)
											Charge d'impôt	(101)
											RÉSULTAT NET	389
											Intérêts minoritaires	15
											PART DU GROUPE	404

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constitué de sous-traitance interne réalisée en Inde.

Compte de résultat de l'exercice 2010

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué ⁽¹⁾	Élimination	Total	
CHIFFRE D'AFFAIRES												
- hors Groupe ⁽²⁾	1 665	1 931	1 912	1 314	599	543	534	199	-	-	8 697	
- inter-zones géographiques	58	117	83	43	42	21	117	456	-	(937)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	1 723	2 048	1 995	1 357	641	564	651	655	-	(937)	8 697	
Marge opérationnelle avant amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises ⁽²⁾	97	127	150	131	21	38	49	62	(67)	-	608	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	5,8	6,6	7,8	10,0	3,5	7,0	9,2	na	-	-	7,0	
Amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	(11)	-	-	(4)	(2)	(2)	(1)	(1)	-	-	(21)	
MARGE OPERATIONNELLE ⁽²⁾	86	127	150	127	19	36	48	61	(67)	-	587	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	5,2	6,6	7,9	9,7	3,1	6,6	9,0	na	-	-	6,8	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	76	106	132	106	6	30	40	60	(67)	-	489	
											Coût de l'endettement financier (net)	(54)
											Autres produits financiers	22
											Autres charges financières	(55)
											Charge d'impôt	(124)
											RÉSULTAT NET	278
											Intérêts minoritaires	2
											PART DU GROUPE	280

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège,

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constitué de sous-traitance interne réalisée en Inde.

ANALYSE DES CHARGES D'AMORTISSEMENT ET DES CHARGES SANS CONTREPARTIE EN TRESORERIE INCLUSES DANS LA MARGE OPERATIONNELLE

Exercice 2012 <i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement	(32)	(43)	(38)	(24)	(30)	(15)	(16)	(30)	-	(228)
Dotations nettes aux provisions ⁽¹⁾	(1)	(9)	(6)	(1)	(5)	(1)	(4)	-	-	(27)
Total	(33)	(52)	(44)	(25)	(35)	(16)	(20)	(30)	-	(255)

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

Exercice 2011 <i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement	(33)	(29)	(30)	(21)	(22)	(12)	(15)	(26)	-	(188)
Dotations nettes aux provisions ⁽¹⁾	3	7	(11)	2	(3)	-	(5)	5	-	(2)
Total	(30)	(22)	(41)	(19)	(25)	(12)	(20)	(21)	-	(190)

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

Exercice 2010 <i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement	(35)	(27)	(28)	(29)	(11)	(11)	(13)	(20)	-	(174)
Dotations nettes aux provisions ⁽¹⁾	10	(7)	(11)	6	(1)	(1)	(5)	(3)	-	(12)
Total	(25)	(34)	(39)	(23)	(12)	(12)	(18)	(23)	-	(186)

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

ANALYSE DES ACTIFS ET PASSIFS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

L'implantation des actifs dans le Groupe correspond à la localisation des clients, exception faite des centres d'externalisation tels que l'Inde.

Au 31 Décembre 2012 <i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Elimination	Total	
Actifs par zone géographique :												
- hors Groupe	1076	1993	1138	1092	825	390	469	370	64	-	7 417	
- inter-zones géographiques	39	128	40	18	11	8	36	114	-	(394)	-	
Total des actifs par zone géographique	1115	2121	1178	1110	836	398	505	484	64	(394)	7 417	
											Impôts différés actifs	1 059
											Etat - Impôt sur les bénéfices	70
											Actifs de gestion de trésorerie	75
											Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 023
											Instruments dérivés	6
											TOTAL ACTIF	10 650
Passifs par zone géographique :												
- hors Groupe	615	1 021	1 351	305	616	206	248	230	7	-	4 599	
- inter-zones géographiques	67	56	68	43	21	22	25	29	64	(395)	-	
Total des passifs par zone géographique	682	1 077	1 419	348	637	228	273	259	71	(395)	4 599	
											Capitaux propres	4 529
											Impôts différés passifs	163
											Dettes d'impôt courant	95
											Dettes financières et découverts bancaires	1 230
											Instruments dérivés	34
											TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	10 650

Au 31 Décembre 2011 <i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Elimination	Total
Actifs par zone géographique :											
- hors Groupe	1 154	2 081	1 184	1 146	857	380	464	314	51	-	7 631
- inter-zones géographiques	38	101	52	23	24	11	36	106	35	(426)	-
Total des actifs par zone géographique	1 192	2 182	1 236	1 169	881	391	500	420	86	(426)	7 631
							Impôts différés actifs				1 020
							Etat - Impôt sur les bénéfices				55
							Actifs de gestion de trésorerie				73
							Trésorerie et équivalents de trésorerie				2 223
							Instruments dérivés				12
							TOTAL ACTIF				11 014
Passifs par zone géographique :											
- hors Groupe	607	1 053	1 388	336	554	207	218	186	7	-	4 556
- inter-zones géographiques	78	84	71	47	18	19	28	42	32	(419)	-
Total des passifs par zone géographique	685	1 137	1 459	383	572	226	246	228	39	(419)	4 556
							Capitaux propres				4 283
							Impôts différés passifs				183
							Dettes d'impôt courant				89
							Dettes financières et découverts bancaires				1 837
							Instruments dérivés				66
							TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				11 014

Au 31 Décembre 2010 <i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Elimination	Total
Actifs par zone géographique :											
- hors Groupe	1 035	1 560	990	1 195	805	340	400	274	35	-	6 634
- inter-zones géographiques	41	69	47	22	15	7	26	77	22	(326)	-
Total des actifs par zone géographique	1 076	1 629	1 037	1 217	820	347	426	351	57	(326)	6 634
							Impôts différés actifs				891
							Etat - Impôt sur les bénéfices				40
							Actifs de gestion de trésorerie				71
							Trésorerie et équivalents de trésorerie				2 305
							Instruments dérivés				27
							TOTAL ACTIF				9 968
Passifs par zone géographique :											
- hors Groupe	497	968	1 198	340	526	179	205	174	11	-	4 098
- inter-zones géographiques	81	72	43	45	17	21	20	21	6	(326)	-
Total des passifs par zone géographique	578	1 040	1 241	385	543	200	225	195	17	(326)	4 098
							Capitaux propres				4 307
							Impôts différés passifs				178
							Dettes d'impôt courant				61
							Dettes financières et découverts bancaires				1 312
							Instruments dérivés				12
							TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				9 968

ANALYSE DES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2010	2011	2012
Amérique du Nord	31	18	21
France	22	33	32
Royaume-Uni et Irlande	50	46	33
Benelux	13	13	28
Europe du Sud et Amérique Latine	14	29	25
Pays nordiques	14	20	23
Allemagne et Europe Centrale	15	17	18
Asie Pacifique	37	42	51
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	196	218	231

Il convient de noter que le montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles diffère du montant présenté en tableaux des flux de trésorerie (183 millions d'euros) du fait de l'exclusion dans ce dernier des acquisitions d'actifs détenus en location-financement (48 millions d'euros).

INFORMATION PAR METIER

Les prestations du Groupe s'organisent autour de quatre métiers :

- le Conseil, qui a pour mission de contribuer à l'amélioration des performances des entreprises clientes grâce à une connaissance approfondie de leurs activités et de leurs processus (« Consulting Services »),
- l'Intégration de systèmes qui consiste à planifier, concevoir et développer des systèmes et des applications informatiques (« Technology Services »),
- les Services informatiques de proximité, qui exercent au sein même de l'entreprise cliente une activité d'accompagnement et de support des équipes informatiques internes (« Local Professional Services »),
- l'Infogérance, qui consiste à gérer tout ou partie de l'informatique d'une entreprise ou de ses processus métier (« Outsourcing Services »).

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR METIER

<i>en millions d'euros</i>	2010		2011		2012	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	511	6	515	5	500	5
Intégration de systèmes	3 610	42	4 020	41	4 147	40
Services informatiques de proximité	1 418	16	1 518	16	1 528	15
Infogérance	3 158	36	3 640	38	4 089	40
Chiffre d'affaires	8 697	100	9 693	100	10 264	100

ANALYSE DE LA MARGE OPERATIONNELLE PAR METIER

<i>en millions d'euros</i>	2010		2011		2012	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	56	10,9	62	12,0	56	11,2
Intégration de systèmes	242	6,7	273	6,8	328	7,9
Services informatiques de proximité	131	9,2	166	10,9	160	10,4
Infogérance	225	7,1	280	7,7	312	7,6
Non alloué	(67)	-	(68)	-	(69)	-
Marge opérationnelle	587	6,8	713	7,4	787	7,7
Amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	21	0,2	25	0,2	37	0,3
Marge opérationnelle avant amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises	608	7,0	738	7,6	824	8,0

NOTE 26 – EFFECTIFS

EFFECTIFS MOYENS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	2010		2011		2012	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	8 265	8	9 039	8	9 680	8
France	19 828	21	20 614	18	21 503	18
Royaume-Uni et Irlande	8 167	8	8 700	8	8 988	7
Benelux	10 877	11	10 508	9	9 815	8
Europe du Sud et Amérique Latine	9 863	10	15 505	14	16 648	14
Pays nordiques	3 850	4	4 292	4	4 523	4
Allemagne et Europe Centrale	7 853	8	8 375	7	9 278	7
Asie Pacifique	28 696	30	37 150	32	41 228	34
Non alloué	172	-	171	-	166	-
Effectifs moyens	97 571	100	114 354	100	121 829	100

EFFECTIFS DE FIN D'ANNEE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	2010		2011		2012	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	8 667	8	9 505	8	9 608	8
France	20 107	18	21 571	18	21 574	17
Royaume-Uni et Irlande	8 515	8	8 977	7	8 964	7
Benelux	10 782	10	10 391	9	9 186	7
Europe du Sud et Amérique Latine	14 853	14	16 499	14	16 735	13
Pays nordiques	4 012	4	4 538	4	4 504	4
Allemagne et Europe Centrale	7 928	7	8 962	7	9 581	8
Asie Pacifique	33 655	31	39 097	33	44 794	36
Non alloué	179	-	167	-	164	-
Effectifs de fin d'année	108 698	100	119 707	100	125 110	100

NOTE 27 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS HORS-BILAN LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES DU GROUPE

ENGAGEMENTS DONNES SUR CONTRATS CLIENTS

Pour un certain nombre de grands contrats, le Groupe a été amené à mettre en place des garanties de performance et/ou financières, notamment concernant les contrats signés avec HM Revenue & Customs, Schneider Electric Industries, Euroclear, Metropolitan Police, Ontario Power Generation Inc., Environment Agency, Renault S.A. et The Secretary of State for Work & Pensions.

Par ailleurs, certains clients bénéficient :

- de garanties financières limitées émises par le Groupe pour un montant total de 1 027 millions d'euros au 31 décembre 2012 (856 et 631 millions d'euros aux 31 décembre 2011 et 2010 respectivement),
- de garanties bancaires supportées par le Groupe pour un montant global de 72 millions d'euros au 31 décembre 2012 (81 et 91 millions d'euros aux 31 décembre 2011 et 2010 respectivement).

ENGAGEMENTS DONNES SUR LOCATIONS NON RESILIALES

<i>en millions d'euros</i>	Matériel informatique	Bureaux	Voitures et autres locations non résiliables	Total
n+1	7	180	66	253
n+2	5	157	50	212
n+3	2	126	28	156
n+4	1	81	8	90
n+5	-	63	-	63
n+6 et années ultérieures	-	96	-	96
31 décembre 2012	15	703	152	870
31 décembre 2011	22	651	145	818
31 décembre 2010	32	633	140	805

Les charges de loyer reconnues en compte de résultat sur l'exercice 2012 s'élèvent à 320 millions d'euros (307 et 267 millions d'euros aux 31 décembre 2011 et 2010 respectivement).

AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Les autres engagements donnés s'élèvent à 110 millions d'euros au 31 décembre 2012 (121 et 50 millions d'euros en 2011 et 2010 respectivement). Ils se composent :

- des cautions bancaires données à l'occasion de contentieux fiscaux en France, Inde et en Espagne,
- des engagements d'achats fermes de matériel ou de services en Inde et en France.

ENGAGEMENTS REÇUS SUR CONTRATS CLIENTS

Dans le cadre d'un contrat signé en 2010, le groupe Capgemini a reçu une garantie financière de 63 millions d'euros de la part d'un client.

ENGAGEMENTS HORS-BILAN LIES AUX FINANCEMENTS DU GROUPE

EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Au titre de l'OCEANE 2009 et de l'emprunt obligataire 2011 mentionnés dans la Note 17 – Trésorerie nette, Cap Gemini s'est engagée à respecter certaines clauses habituelles, et notamment à maintenir les obligations à un rang identique à toutes les autres obligations négociables qui pourraient être émises par la Société (« pari passu »).

CREDIT SYNDIQUE CONCLU PAR CAP GEMINI NON UTILISE A CE JOUR

Au titre de la ligne de crédit mentionnée dans la Note 17 – Trésorerie nette, Cap Gemini s'est engagé à respecter les ratios financiers (définis en normes IFRS) suivants :

- un ratio d'endettement net consolidé rapporté aux capitaux propres consolidés qui doit être inférieur à tout moment à 1,
- un ratio de couverture du coût de l'endettement financier (net) consolidé par la marge opérationnelle consolidée qui doit être supérieur ou égal à 3 au 31 décembre et au 30 juin de chaque année (sur la base des 12 derniers mois écoulés).

Il est précisé qu'aux 31 décembre 2010, 2011 et 2012, le Groupe respectait ces ratios financiers.

La ligne de crédit comporte également des engagements qui limitent la capacité de Cap Gemini et de ses filiales à engager certaines opérations, notamment consentir des sûretés sur leurs actifs, la cession d'actifs et les fusions ou opérations assimilées. Cap Gemini s'est en outre engagée à respecter certaines clauses habituelles, notamment le maintien de la ligne de crédit au même rang que les autres dettes financières du Groupe de même nature (« pari passu »).

DETTES FINANCIERES GARANTIES PAR DES ACTIFS

Certaines dettes financières sont garanties par des actifs inscrits dans l'état de la situation financière consolidée. Au 31 décembre 2012, ces dettes financières concernent les contrats de location financement pour un montant de 127 millions d'euros.

PASSIFS EVENTUELS

Au cours de l'exercice 2012 et des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôles fiscaux et parfois de redressements fiscaux. Certains redressements ont été contestés et des procédures contentieuses sont encore en cours à la clôture de l'exercice. Pour l'essentiel, ces contentieux n'ont pas fait l'objet de provisions dans les comptes consolidés.

NOTE 28 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

ENTREPRISES ASSOCIEES

Il s'agit des entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Au 31 décembre 2012, seule l'entité O2C Pro LLC est consolidée selon cette méthode au sein du groupe depuis son achat en 2011. Les transactions effectuées avec cette entreprise associée au cours de l'exercice 2012 ont été réalisées sur une base de prix de marché et leur volume n'est pas significatif.

AUTRES PARTIES LIEES

Au cours de l'exercice 2012, aucune opération significative n'a été réalisée avec :

- des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de Cap Gemini,
- des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les censeurs,
- des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

Par ailleurs, depuis l'acquisition de CPM Braxis le 6 octobre 2010, il est à noter que Bradesco S.A., actionnaire minoritaire, est également le premier client de CPM Braxis et représente 37% de son chiffre d'affaires.

REMUNERATION DES MEMBRES DE LA DIRECTION GENERALE

Le tableau ci-dessous analyse la rémunération au titre de l'année 2012 des membres des organes de direction qui comprennent, la structure de direction générale opérationnelle du Groupe présente à la clôture de chaque exercice, soit 21 personnes en 2012 (20 personnes en 2011) ainsi que la rémunération et les jetons de présence versés aux administrateurs et censeurs.

<i>en milliers d'euros</i>	2010	2011	2012
Avantages à court terme hors charges patronales ⁽¹⁾	18 306	16 253	18 242
<i>Dont jetons de présence des administrateurs salariés</i> ⁽²⁾	-	-	28
<i>Dont jetons de présence des administrateurs et censeurs non salariés</i> ⁽³⁾	699	722	683
Avantages à court terme : charges patronales	3 300	3 640	5 013
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽⁴⁾	674	623	748
Rémunération en actions ⁽⁵⁾	2 183	2 456	2 105

(1) Inclut les salaires bruts, rémunérations, primes, intéressement, jetons de présence et avantages en nature.

(2) Pour rappel, M. Serge Kampf et M. Paul Hermelin ont abandonné en 2010, 2011 et 2012 leurs jetons de présence.

(3) 13 en 2010, 13 en 2011 et 14 en 2012.

(4) Ce montant comprend principalement des indemnités conventionnelles de départ en retraite.

(5) Ce montant correspond à la charge annuelle liée aux attributions d'options de souscription d'actions ainsi qu'aux attributions d'actions de performance.

NOTE 29 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de verser aux actionnaires de Cap Gemini, au titre de l'exercice 2012, un dividende de 1 euro par action. Il était de 1 euro par action au titre des exercices 2011 et 2010.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 mai 2012, la Société a acquis entre le 16 janvier et le 14 février 2013, au travers d'un contrat conclu avec un intermédiaire financier habilité, 1 017 549 de ses propres actions (représentant 0,63% du capital social au 31 décembre 2012) à un cours moyen de 35,38 euros par action, soit un coût d'acquisition total de 36 millions d'euros. Ces actions ont vocation à être annulées.

NOTE 30 – LISTE PAR PAYS DES PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES

IG = Intégration globale

ME = Mise en équivalence

Pays	Sociétés Consolidées au 31 décembre 2012	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
ALLEMAGNE	Capgemini Deutschland GmbH	100,00%	IG
	Capgemini Deutschland Holding GmbH	100,00%	IG
	Capgemini Outsourcing Services GmbH	100,00%	IG
	CS Consulting GmbH	100,00%	IG
	I&S IT-Beratung & Service GmbH	100,00%	IG
	Sogeti Deutschland GmbH	100,00%	IG
	Sogeti High Tech GmbH	100,00%	IG
ARGENTINE	Capgemini Argentina S.A.	100,00%	IG
AUSTRALIE	Capgemini Australia Pty Ltd.	100,00%	IG
	Capgemini Business Services Australia Pty Ltd.	100,00%	IG
	Capgemini Financial Services Australia Pty Ltd.	100,00%	IG
AUTRICHE	Capgemini Consulting Österreich AG	100,00%	IG
BELGIQUE	Capgemini Belgium N.V./S.A.	100,00%	IG
	Sogeti Belgium S.A.	100,00%	IG
BRESIL	Capgemini Business Services Brasil – Assessoria Empresarial Ltda.	100,00%	IG
	Consultoria de Gestao Gemini Ltda.	100,00%	IG
	CPM Braxis ERP Tecnologia da Informação Ltda.	55,80%	IG
	CPM Braxis Outsourcing S.A.	55,80%	IG
	CPM Braxis S.A.	55,80%	IG
CANADA	Capgemini Canada Inc.	100,00%	IG
	Capgemini Financial Services Canada Inc.	100,00%	IG
	Gestion Cap Gemini Quebec Inc.	100,00%	IG
	Inergi LP	100,00%	IG
	New Horizon System Solutions LP	100,00%	IG
	Société en Commandite Cap Gemini Quebec	100,00%	IG
CHILI	Capgemini Business Services Chile Ltda.	100,00%	IG
CHINE	Capgemini (China) Co. Ltd.	100,00%	IG
	Capgemini (Hangzhou Co.,Ltd)	100,00%	IG
	Capgemini Business Services (Asia) Ltd.	100,00%	IG
	Capgemini Business Services (China) Ltd.	100,00%	IG
	Capgemini Hong Kong Ltd.	100,00%	IG
	Praxis Technology Co.Ltd.	100,00%	IG
COLOMBIE	Capgemini Colombia S.A.S	100,00%	IG
DANEMARK	Capgemini Danmark AS	100,00%	IG
	IBX Danmark AS	100,00%	IG
	Sogeti Danmark AS	100,00%	IG
EMIRATS ARABES UNIS	Capgemini Middle East FZ LLC	100,00%	IG
	Thesys Technologies LLC	49,00%	IG
	Thesys Technologies Middle East FZE	100,00%	IG
ESPAGNE	Capgemini España, S.L.	100,00%	IG
	Prosodie Ibérica	100,00%	IG
	Sogeti España, S.L.	100,00%	IG
ETATS-UNIS	Capgemini America Inc.	100,00%	IG
	Capgemini Business Services USA LLC	100,00%	IG
	Capgemini Financial Services Europe Inc.	100,00%	IG
	Capgemini Financial Services International Inc.	100,00%	IG
	Capgemini Financial Services USA Inc.	100,00%	IG
	Capgemini Government Solutions LLC	100,00%	IG
	Capgemini Japan Inc.	100,00%	IG
	Capgemini North America Inc.	100,00%	IG
	Capgemini Technologies LLC	100,00%	IG
	Capgemini US LLC	100,00%	IG
	CPM Braxis USA Corporation	55,80%	IG
	O2C Pro LLC	49,00%	ME
	Sogeti USA LLC	100,00%	IG

IG = Intégration globale

ME = Mise en équivalence

Pays	Sociétés Consolidées au 31 décembre 2012	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
FINLANDE	Capgemini Finland Oy	100,00%	IG
	IBX Finland Oy	100,00%	IG
	Sogeti Finland Oy	100,00%	IG
FRANCE	Cap Gemini S.A.	Société mère	-
	Sogeti Corporate Services S.A.S.	100,00%	IG
	Artésys S.A.S.	100,00%	IG
	Backélite S.A.S.	100,00%	IG
	Capgemini Consulting S.A.S.	100,00%	IG
	Capgemini France S.A.S.	100,00%	IG
	Capgemini Gouveux S.A.S.	100,00%	IG
	Capgemini OS Electric S.A.S.	100,00%	IG
	Capgemini Outsourcing Services S.A.S.	100,00%	IG
	Capgemini Service S.A.S.	100,00%	IG
	Capgemini Technology Services S.A.S.	100,00%	IG
	Capgemini Université S.A.S.	100,00%	IG
	Immobilière Les Fontaines S.A.R.L.	100,00%	IG
	Prosodie S.A.	100,00%	IG
	SCI Paris Etoile	100,00%	IG
	Sogeti France S.A.S.	100,00%	IG
Sogeti High Tech S.A.S.	100,00%	IG	
Sogeti S.A.S.	100,00%	IG	
GUATEMALA	Capgemini Business Services Guatemala S.A.	100,00%	IG
HONGRIE	Capgemini Magyarország Kft	100,00%	IG
INDE	Capgemini Business Services (India) Ltd.	100,00%	IG
	Capgemini India Private Ltd.	100,00%	IG
IRLANDE	Sogeti Ireland Ltd.	100,00%	IG
ITALIE	Aive BS S.p.A.	100,00%	IG
	Aive BST S.p.A.	100,00%	IG
	Aive S.p.A.	100,00%	IG
	Capgemini Italia S.p.A.	100,00%	IG
	EnterPrime Consulting S.p.A.	100,00%	IG
	EnterPrime Finance s.r.l.	51,00%	IG
	Realtà Informatica s.r.l.	100,00%	IG
JAPON	Capgemini Japan KK	100,00%	IG
LUXEMBOURG	Capgemini Reinsurance International	100,00%	IG
	Sogeti Luxembourg S.A.	100,00%	IG
MALAISIE	Capgemini Services Malaysia Sdn Bhd	100,00%	IG
MAROC	Capgemini Technology Services Maroc S.A.	100,00%	IG
MEXIQUE	Capgemini Mexico S. de R.L. de C.V.	100,00%	IG
NORVEGE	Capgemini Norge AS	100,00%	IG
	IBX Norge AS	100,00%	IG
	Sogeti Norge AS	100,00%	IG
PAYS-BAS	Capgemini Educational Services B.V.	100,00%	IG
	Capgemini Interim Management B.V.	100,00%	IG
	Capgemini N.V.	100,00%	IG
	Capgemini Nederland B.V.	100,00%	IG
	Capgemini Retail Solutions B.V.	100,00%	IG
	Sogeti Nederland B.V.	100,00%	IG
PHILIPPINES	Capgemini Phillipines SBOS	100,00%	IG
POLOGNE	Capgemini Polska Sp z.o.o.	100,00%	IG
PORTUGAL	Capgemini Portugal, Serviços de Consultoria e Informatica S.A.	100,00%	IG
REP. TCHEQUE	Capgemini Czech Republic S.r.o.	100,00%	IG
ROUMANIE	Capgemini Services Romania s.r.l.	100,00%	IG
	IBX Software Development s.r.l.	100,00%	IG

IG = Intégration globale

ME = Mise en équivalence

Pays	Sociétés Consolidées au 31 décembre 2012	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
ROYAUME-UNI	Capgemini Financial Services UK Ltd.	100,00%	IG
	Capgemini UK Plc.	100,00%	IG
	IBX UK Ltd.	100,00%	IG
	Sogeti UK Ltd.	100,00%	IG
	Strategic Systems Solutions Ltd.	100,00%	IG
SINGAPOUR	Capgemini Singapore Pte Ltd.	100,00%	IG
SLOVAQUIE	Capgemini Slovensko, S.r.o.	100,00%	IG
SUEDE	Capgemini AB (Sweden)	100,00%	IG
	Capgemini Sverige AB	100,00%	IG
	IBX Group AB	100,00%	IG
	Skvader Systems AB	100,00%	IG
	Sogeti Sverige AB	100,00%	IG
	Sogeti Sverige Mitt AB	100,00%	IG
SUISSE	Capgemini Suisse S.A.	100,00%	IG
	Sogeti Suisse S.A.	100,00%	IG
VIETNAM	Capgemini Vietnam co Ltd	100,00%	IG